

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

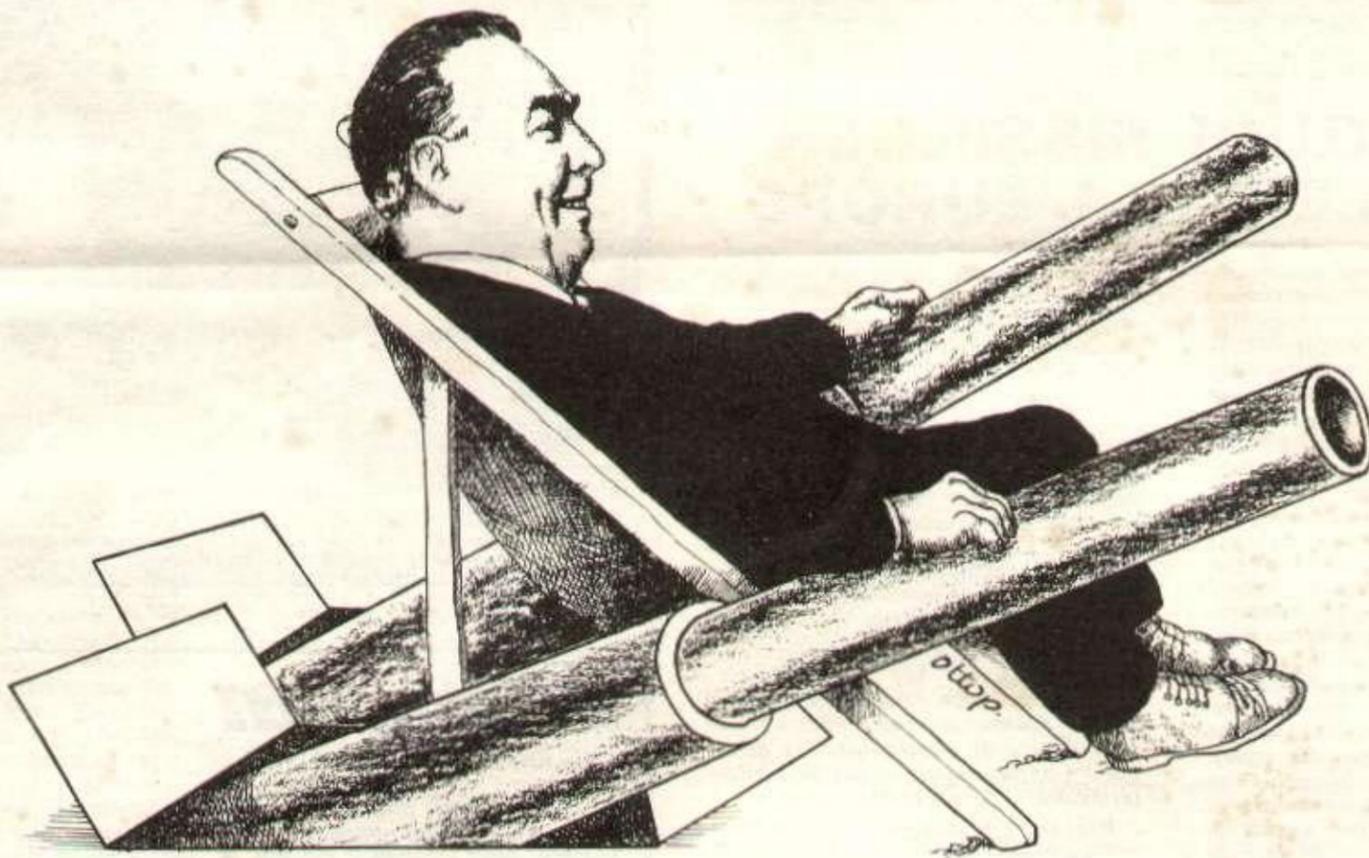
Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 221
JEUDI 14 MARS 1974

QUOIQUE PRÉTENDE BREJNEV

L'URSS est bien une super puissance et un ennemi principal des peuples



Recevant un groupe de journalistes français à la veille des entretiens Pompidou-Brejnev, le chef de file du révisionnisme soviétique s'en est une nouvelle fois pris à « la campagne anti-soviétique » menée en France. Ainsi, non contents d'imposer leur dictature féroce aux différentes nationalités de l'URSS, aux pays de l'Est et à la République Populaire de Mongolie, la clique des renégats krouchtchéviens qui ont renversé le pouvoir prolétarien après la mort du grand Staline, prétendent aussi baïllonner le peuple de notre pays.

Car qu'est-ce qui agace tant les dictateurs révisionnistes ? Ce sont toutes les voix qui s'élèvent pour appeler à la vigilance face à l'accroissement prodigieux du potentiel militaire soviétique en Europe, au premier chef la voix du prolétariat révolutionnaire, la voix des authentiques communistes fidèles au marxisme-léninisme.

Bien lourdaud dans ses « démonstrations », L. Brejnev a prétendu que c'est la Chine qui a inventé de toutes pièces le thème de la super-puissance soviétique. Mais il prend vraiment les peuples du monde pour des imbéciles, ce grossier falsificateur de la réalité. Comment ne nous rappellerait-il pas cet autre « saint-Innocent », cet autre grand hypocrite, que fut Hitler avant la seconde guerre mondiale ? Qu'on regarde les faits : Est-ce la Chine qui a « inventé » l'invasion de la Tchécoslovaquie de 1968 ? Est-ce la Chine qui a « inventé » la politique hitlérienne dite « des canons et pas de beurre » à l'intérieur de l'URSS ? Est-ce la Chine qui a « inventé » la militarisation accélérée de l'économie soviétique quand 40 % de son produit national brut est consacré à l'armée ? Est-ce la Chine qui a « inventé » la présence de la flotte soviétique dans tous les océans du globe et notamment en Méditerranée ? Est-ce la Chine qui a « inventé » le diktat

imposé aux peuples arabes au Moyen-Orient ? Est-ce la Chine qui a « inventé » le refus soviétique de dénucléariser l'Amérique Latine ? Est-ce la Chine qui a « inventé » le million d'hommes massés par les révisionnistes soviétiques à ses frontières ? Et la liste pourrait s'allonger sans fin. Non, que Brejnev accepte de se l'entendre dire ou non, l'URSS est bien une super-puissance qui rivalise avec l'autre super-puissance pour l'hégémonie mondiale : l'URSS est bien une super-puissance impérialiste.

La rage de Brejnev et Cie, si hautaine soit-elle, n'empêchera pas le peuple de notre pays de prendre toujours plus conscience de cette réalité. Et les sombres pitreries du genre « c'est le nombre d'habitants qui fait d'un pays une super-puissance ; la Chine est une super-puissance », ne parviendront pas à noyer le poisson.

Tout en disposant d'un potentiel bien supérieur au camp adverse en Europe centrale, tout en développant sa prise en tenaille de l'Europe par la mer, tout en renforçant et en modernisant sans cesse son armement et ses préparatifs de guerre, le social-impérialisme soviétique se démène beaucoup pour endormir les pays d'Europe sur l'air de la « détente ». Jusqu'ici la « Conférence sur la Sécurité Collective en Europe » à laquelle les révisionnistes attachent tant de prix n'a pas avancé d'un pouce. Cela irrite terriblement les dirigeants sociaux impérialistes qui rêvent de conquérir l'Europe occidentale sans coup férir, de la cueillir comme un fruit mûr. Bien qu'ils aient essuyé échec sur échec dans leurs manœuvres diplomatiques, ils ont cru trouver une lueur d'espoir dans le développement de la contradiction entre l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis et les difficultés rencontrées par l'Europe des Neuf dans sa marche à l'unité. Mais là encore leur espoir risque bien d'être déçu pour l'essentiel.

(Suite page 2.)

CAMBODGE:

Pnom-Penh en ébullition

Vendredi soir, à la télé, un officier lonnolien a affirmé tout de go : « non, nous ne gagnerons pas ; nous ne vaincrons pas ! » Et devant l'insistance du journaliste « même à la longue, nous ne gagnerons pas ! ».

Cela en dit long sur la situation au Cambodge ! Kampot, dernière enclave de la côte méridionale entre la frontière sud-vietnamienne et Kompong Som est sur le point de tomber ; la population de la ville gagne la zone libérée ; plus de vivres et d'eau pour l'armée lonnolienne !

A Phnom Penh aussi ça va mal pour Lon Nol... Des observateurs de retour de la capitale racontent que les soldats de l'armée fantoche battent des mains et applaudissent quand les obus tombent sur le Palais de Lon Nol ! On est loin des pleurnicheries



hypocrites de la presse occidentale sur les « bombardements contre la population civile » ! Quant à Lon Nol, il a disparu !

Aujourd'hui, tout le peuple se mobilise dans la grande ville ! Et chacun est d'accord : « Dehors Lon Nol et sa clique ! » C'est un fait nouveau : il y a quelques mois encore, les habitants réclamaient du riz, de l'eau et luttèrent contre le racolage. Aujourd'hui, il y a cela, amplifié encore et aussi, un cri unanime « Dehors Lon Nol et sa clique ! ». Des tracts à profusion appellent au soulèvement généralisé ; la capitale s'est levée unanime contre l'assassinat des quatre lycéens sous la torture ; jeunes, bonzes, femmes combattent au coude à coude avec les travailleurs contre la répression ! Des familles entières quittent la capi-

itale pour la zone libérée avec l'aide du FUNK ; des meetings organisés par les patriotes se tiennent à quelques kilomètres du centre de la ville : des habitants y assistent ! Jointes aux assauts des Forces Armées Patriotiques partout présentes, partout pressantes, ces mouvements généralisés de la population de Phnom Penh approchent l'heure de la victoire.

Mardi 19 mars - 20 h
Cinéma Le Ménil-Palace
20 rue de Ménilmontant
PARIS XX^e
(métro : Ménilmontant)

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

à l'appel notamment
du M.N.S.P.I., du C.I.L.A.,
d'H.R., des C.I.P. et P.L.R.

Ce meeting comprendra
une partie artistique réalisée
par les étudiants cambodgiens,
une intervention des organisations
soutenant le meeting et une intervention
du G.R.U.N.K. suivie
d'un débat.

POURQUOI KISSINGER MENACE-T-IL L'EUROPE

Depuis la Conférence de Washington, Kissinger et ses subordonnés multiplient les menaces à l'encontre de la France que Kissinger accuse d'avoir « une grande capacité pour mettre des bâtons dans les roues mais pas beaucoup de capacité pour accomplir quoi que ce soit de positif ».

C'est le projet de conférence arabo-européenne accepté à Bruxelles le 4 mars dernier qui est cause des foudres de Kissinger. L'impérialisme américain veut régenter l'attitude des pays consommateurs de pétrole pour faire pression sur les pays producteurs ; c'est la tactique qu'il a tenté de mettre en œuvre à la Conférence de Washington ; et l'initiative européenne lui met des bâtons dans les roues.

Les impérialistes américains se fâchent : « Les Européens doivent consulter les Etats-Unis avant de prendre une décision » déclare le secrétaire général de l'O.T.A.N. à Bonn ; et un autre sbire de Kissinger envisage une « véridable confron-

tation » avec la France. De quelle nature ?

Devant la commission des finances du Sénat américain, Kissinger n'a pas caché son jeu : c'est aux Etats-Unis, a-t-il dit, c'est-à-dire à :

« La plus forte nation du monde non communiste » d'assumer un rôle « de direction (leadership) responsable, c'est-à-dire en accord avec les principales nations commerciales, et de renverser les tendances actuelles au bilatéralisme et au protectionnisme ».

Autrement dit, c'est au super-impérialisme U.S. que revient le droit d'imposer ses intérêts aux autres pays — en raison des « principales notions commerciales » ? — et le devoir de contraindre les pays qui s'y opposeraient — par le « bilatéralisme et le protectionnisme ».

Brejnev, qui souligne que l'U.R.S.S. est un grand pays, veut parler affaires avec Pompidou et condamne le « groupe fermé » de l'Europe des Neuf, pense-t-il à autre chose ?



Une école dans les zones libérées.

Editorial

(Suite de la page 1)

Tout comme les Etats-Unis l'Union Soviétique ne veut pas entendre parler de l'Unité Européenne, c'est pourquoi elle a peu de chance de parvenir pour l'instant à ses fins de gagner les gouvernements des divers pays d'Europe à la collaboration avec l'URSS. Cependant le prolétariat révolutionnaire de notre pays ne doit pas oublier les leçons de l'Histoire ; la bourgeoisie monopoliste est une classe étrangère à la Nation, sa tendance c'est la capitulation devant un adversaire bien plus puissant. Ainsi comment se fait-il qu'aucune protestation officielle n'ait été élevée par le gouvernement français après l'espionnage, la semaine dernière, du sous-marin nucléaire « Le Redoutable » ? C'est qu'encore une fois la bourgeoisie monopoliste révèle sa crainte de trop déplaire à ce géant expansionniste de type hitlérien qu'est le révisionnisme soviétique.

Avant la Seconde guerre mondiale les trois pays fascistes, l'Allemagne, l'Italie, le Japon ont mené toute une série de guerres d'agression ; mais la politique des impérialistes britanniques, français et américains était alors une politique d'apaisement et de complaisance qui laissait les coudées franches aux pays fascistes dans l'espoir de les voir notamment écraser la dictature du prolétariat en URSS.

Aujourd'hui l'URSS est devenue une super-puissance fasciste et certains milieux impérialistes espèrent bien qu'au prix de concessions ils parviendront à diriger la menace social-impérialiste sur la Chine. Ils font un très mauvais calcul tout comme Daladier, Chamberlain et Cie à Munich.

Le social-impérialisme soviétique vise par nature à l'hégémonie mondiale et il n'est pas prêt à renoncer à l'Europe occidentale comme base stratégique dans sa rivalité avec les Etats-Unis.

Quoiqu'il en soit le prolétariat, les masses populaires de notre pays doivent se remémorer le passé. La trahison nationale de la bourgeoisie monopoliste est inscrite dans sa nature de classe : en 1871, en 1939 c'est elle qui capitula. C'est pourquoi il ne faut nullement compter en définitive sur cette classe d'exploiteurs pour éviter à notre pays une domination étrangère. Tout au contraire le prolétariat révolutionnaire, lui, associe la lutte contre la guerre impérialiste, la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte pour la révolution prolétarienne.

deux petits faits...

Deux petits faits valent souvent mieux qu'un long discours dit-on chez nous. Les voici :

— Le 26 février dernier, les services de renseignements français ont eu la certitude qu'un sous-marin soviétique, surveillait le sous-marin français « Le Foudroyant » au large de Brest ; trois « châluteurs » soviétiques rôdaient dans les parages et ont brouillé l'action d'un « détecteur d'anomalie magnétique » français — qui cherchait à en savoir plus long ! — Que diable les sous-marins soviétiques font-ils aux larges des côtes françaises — car ce n'est pas la première fois ! ? Brejnev n'en a soufflé mot aux journalistes français qu'il a reçus ! Et pour cause ! Il aurait fichu son numéro sur la détente par terre !

— Le 7 mars, l'U.R.S.S. vient

de signer un accord avec la Norvège, au terme duquel Moscou pourra installer — sur un nouvel aéroport norvégien construit à Longyearbyen pour 1975 — 5 à 6 techniciens, sa propre station radio et pourra faire atterrir ses avions civils — Curieux... surtout quand on connaît la compréhension... extensive du terme « civil » par les sociaux-impérialistes : leurs « châluteurs » — très spéciaux — ne sont-ils pas aussi... « civils » ? Une dernière indication, qui n'est pas la moindre : il est possible de contrôler, à partir de l'île occidentale du Spitzberg où se trouve situé le futur aéroport, la mer de Barents qui ouvre l'Atlantique aux flottes civiles et militaires de l'U.R.S.S. Une coïncidence ?

DE PLUS EN PLUS LA TENDANCE C'EST CLASSE contre CLASSE



Les hausses des prix en ce début d'année 1974 connaissent un rythme jamais atteint. Les produits alimentaires, les produits énergétiques quels qu'ils soient sont tous fortement majorés. Cela, la classe ouvrière, les masses populaires savent qui pratique ces hausses : c'est le capitalisme monopoliste d'Etat.

Le gouvernement du premier légionnaire Messmer « n'y va pas de main morte », disent les travailleurs et nous ne sommes nullement décidés à courber l'échine pour accroître les profits des exploités capitalistes pour un salaire de misère, dans des conditions de travail lamentables. Pour cela ne suffit-il pas de rappeler que c'est toujours ce même gouvernement subordonné aux monopoles qui vient de décider les hausses de l'électricité (+ 14,5%), du gaz domestique (+ 15%), du charbon domestique (+ 10%), etc. Et cela n'est pas terminé : les hausses sur les transports, R.A.T.P. et S.N.C.F., les tarifs postaux (timbres de 0,50 F à 0,70 F)... sont envisagées pour la fin mars.

Ce n'est que le reflet de la crise du capital et rien d'autre.

Cette crise du capital n'empêche nullement le développement des luttes de la classe ouvrière, des masses populaires, mais au contraire les luttes connaissent un approfondissement de classe, de la lutte entre deux lignes au sein du mouvement ouvrier.

Concrètement les luttes engagées pour de meilleurs salaires à la SAVIEM, dans les banques, etc., contre les licenciements, contre le chômage, pour le droit au travail à Lip, à Râteau, à la SEMM, etc. en sont le reflet vivant.

Dans ces luttes deux lignes s'affrontent avec force :

— La première, c'est l'émanation même de la conscience de la classe ouvrière qui chaque jour connaît la dure exploitation capitaliste des cadences infernales pour des salaires de misère, même en considérant l'aumône accordé au S.M.I.C. qui est passé de 5,43 F à 5,60 F de l'heure au 1^{er} mars. C'est la ligne **classe contre classe**.

— La deuxième est d'essence bourgeoise, c'est la lutte pour la négociation avec comme cadre les partenaires sociaux où les compromis se font sur le dos de la classe ouvrière. C'est la ligne collaboratrice de classes du révisionnisme moderne.

Ainsi pour dévoyer les luttes **classe contre classe**, le révisionnisme moderne tente dans sa nouvelle tactique de s'emparer des justes mots d'ordre de la classe ouvrière « Occupation des usines ! », « Non aux licenciements ! », « Non au démantèlement ! » pour y fourrer son contenu social traître. L'exemple de Râteau est typique c'est l'anti-Lip, c'est la ligne bourgeoise du Programme commun de gouvernement où les travailleurs subissent les réunions d'information des porte-parole révisionnistes. C'est la structure social-traître qui contrôle.

« Nous, déclare la direction syndicale C.G.T., nous demandons que l'outil de travail soit mis en valeur. Nous demandons que soient respectés les hommes, tous les hommes qui composent l'entreprise. »

Ainsi se trouve exprimé dans ces deux phrases l'intérêt de classe de l'exploitation capitaliste, l'idéologie bourgeoise de la négation des classes y est inscrite, mettant sur le même pied d'égalité le manoeuvre, l'ouvrier spécialisé, l'ouvrier professionnel, le technicien, l'ingénieur, le cadre répressif, le P.-D.G.

La direction syndicale C.G.T. Râteau a même décidé - de permettre aux petites entreprises qui travaillent en sous-traitance d'accéder aux locaux dont elles ont besoin, afin qu'elles ne soient pas mises en difficultés par un conflit dont elles ne portent pas la responsabilité -



(France Nouvelle du 12-18 février 1974). Notons que cela correspond bien à l'idée définie dans le « Défi démocratique » de Georges Marchais, à la page 55, nous y relevons : « Dans la France socialiste, la propriété privée aura sa place. » Voilà donc un aspect de la France socialiste, à la sauce révisionniste.

Si le révisionnisme moderne a renié le marxisme-léninisme, il tente quand même d'acoquiner le drapeau rouge au drapeau tricolore, deux symboles totalement inconciliables, pour duper les métallos de Râteau.

Peut-on oublier un seul instant le crime monstrueux des Versaillais qui assassinèrent des dizaines de milliers de communards.

Non ! la classe ouvrière n'oublie pas les crimes de la bourgeoisie et les nouveaux mystificateurs bourgeois rendront gorge un jour ou l'autre et le plus tôt sera le mieux.

La lutte des Lip n'est pas du goût du révisionnisme moderne comme nous l'avons dit dans nos précédents numéros. Le révisionnisme moderne ne veut nullement d'assemblée populaire du type de la Commune de Paris où les travailleurs décident des formes d'actions, de décisions, élèvent leur conscience de classe dans la lutte, au sein de comité d'action, de comité de grève * où sont élus et révocables à tout instant les représentants des travailleurs.

Ce que veut le révisionnisme moderne, c'est contrôler, diriger le mouvement des masses qui lui échappe de plus en plus comme à la SAVIEM où les métallos ont décidé la grève avec occupation pour des augmentations uniformes de salaire.



Au Comité central du parti révisionniste des 3 et 4 décembre 1973, Roland Leroy déclarait : « Les luttes revêtent aujourd'hui des formes nouvelles, parfois inattendues, parfois inventées au cours même de leur déroulement.

Ce fut le cas chez Lip, ce fut le cas à l'université Aix-Marseille (...). Ajoutons que des formes de luttes nouvelles, audacieuses, ne sont pas en elles-mêmes impatience et aventurisme. (...) Enfin les luttes obtiennent d'importants succès. (...) Mais il ne serait pas juste d'en déduire qu'il vaut mieux attendre. » Et il insiste sur la nécessité d'agir « avec audace, esprit d'initiative, ténacité et persévérance ».

Ainsi les luttes de la classe ouvrière qui étaient qualifiées hier d'« irresponsables », d'« aventurisme », de « gauchistes » trouvent un nouveau vocabulaire.

Et le révisionniste Georges Séguy revient à la charge dans « l'Humanité » blanche du 9 mars en ces termes : « Soyons avertis d'erreurs et de mots d'ordre approximatifs. Sachons nous placer résolument à la tête des luttes et faire partager aux travailleurs notre conception du syndicalisme de masse responsable et efficace. »

Il n'est pas si facile de tromper en permanence les travailleurs, l'on trompe un moment mais pas tout le temps.

Aujourd'hui la tendance du courant des luttes c'est la **lutte classe contre classe**, et non la collaboration de classes.

Partout où nous sommes, communistes marxistes-léninistes, travailleurs avancés, progressistes, réalisons l'unité d'action à la base dans nos luttes contre le capital et démasquons la nouvelle tactique révisionniste.

Luc DACIER

* Un éditorial front ouvrier, intitulé « Un instrument décisif : le Comité en grève » a été publié dans le n° 106 de « l'Humanité rouge », que nous recommandons à nos lecteurs.

Gare d'Avignon

Seule la lutte paie !

Récemment, une action a eu lieu sur la gare pour obtenir de véritables tenues de pluie. Cette action est intéressante pour plusieurs raisons :

1^o La démocratie : c'est sur le tas, à la base, par tout le monde que la décision d'arrêt de travail a été prise, et les représentants qui sont allés voir le patron étaient syndiqués ou non et ont été nommés par tous, syndiqués et non syndiqués.

2^o L'action : vingt minutes d'arrêt de travail général et unanime et sans le sacro-saint préavis de cinq jours ont eu plus d'effets que quatre mois de démarches des délégués.

Mais attention, ce premier pas, ce n'est pas suffisant. Il n'y a pas de raison que les dix premiers cheminots à obtenir des tenues de pluie soient à l'abri pendant que les collègues se trempent.

Et attention aussi qu'on ne nous fasse pas payer ces tenues.

EXIGEONS DES TENUES CORRECTES ET DES BOTTES GRATUITES POUR TOUS !

TOUS UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION !

SEULE LA LUTTE PAYE !

Correspondant H.R.

Tri postal de Bordeaux-Gare

Ce n'est qu'un début

Depuis le mois d'octobre, les travailleurs ont engagé une lutte de longue haleine pour la satisfaction de leurs revendications :

— Amélioration des conditions de travail ;

— Aménagement du règlement intérieur ;

— Suppression de l'auxiliarat ;

— Construction d'un nouveau centre de tri ;

— Embauche de personnel.

Des grèves nationales d'octobre sur les augmentations de salaire à la grève locale sur les conditions de travail (suivie à 90 %), puis aux grèves tournantes du mois de janvier, la lutte s'est développée. La direction fera tout pour briser la grève : réquisition de contrôleurs effectuant un stage, ouverture de multiples centres de tri fonctionnant avec du personnel auxiliaire, appel à des entreprises privées pour transporter les sacs postaux, appel à des entreprises de travail temporaire pour effectuer les travaux de manutention.

Mais la lutte ne peut que se poursuivre, car tous les problèmes demeurent :

— Les conditions de travail : sept heures debout dans la poussière, sans chauffage en hiver ni climatisation en été.

— L'auxiliarat : Il divise les travailleurs (embauche sur place, niveau de salaire très bas).

— Les heures supplémentaires : c'est tout bénéfique pour l'administration. Pas d'embauche supplémentaire, pas de Sécurité sociale. Un postier arrive à travailler cinquante ou cinquante-cinq heures par semaine. Où sont les quarante heures de 1936 ?

— La construction d'un nouveau centre de tri.

Pour réaliser ces objectifs, les travailleurs ont besoin de mener une lutte résolue dans l'unité. L'unité, ce ne sont pas les manoeuvres des états-majors syndicaux. L'unité c'est ce qu'ont commencé à réaliser les travailleurs de Bordeaux-gare, à la base et dans l'action des travailleurs C.G.T., C.F.D.T., F.O. et non syndiqués.

Un postier marxiste-léniniste.

LA GREVE DES BANQUES SE POURSUIT

La majorité des services du Crédit Lyonnais commencent leur quatrième semaine de grève, de nombreux débrayages, des A.G. ont lieu dans toutes les banques. Le mouvement se renforce et se durcit face à l'intransigeance des banquiers.

Ce qui apparaît important dans ces grèves, ce sont de nouvelles formes de lutte jamais vues encore dans ce secteur. Au Crédit Industriel et Commercial (C.I.C.) par exemple une assemblée générale de grévistes réunie dans le hall décide de passer dans tous les services et d'occuper les locaux de la Direction générale jusqu'à la satisfaction des revendications qui sont :

- 400 F pour tous ;
- 20 points (80 F) pour tous ;
- même nombre de jours de congé pour tous (employés et cadres) ;
- des meilleures conditions de travail.

Revendications non hiérarchisées que la C.G.T. a été contrainte de reprendre à son compte sous la pression de la base.

L'A.G. des grévistes a su aussi faire respecter la démocratie syndicale no-



tamment en exigeant de participer à l'entrevue avec le patron Fourcade (qui est aussi maire R.I. de Saint-Cloud). C'est alors que les grévistes ont vu le vrai visage de « leurs représentants » : les délégués syndicaux F.O. et C.F.T.C. sortent en insultant le personnel prétextant que les négociations « ne doivent pas se dérouler dans le chahut ». Partout les grévistes les ont hués en criant : « A bas les jaunes ».

De son côté un ponte révisionniste dénonce devant le patron un syndiqué de base comme « irresponsable » parce

que celui-ci demandait au banquier Fourcade de venir s'expliquer devant les grévistes.

Mais sous la pression des grévistes et de l'intervention de militants de base C.G.T.-C.F.D.T. le patron a été contraint de lâcher quelques miettes. La lutte continue et la détermination des employés grandit.

SOUTENONS LA JUSTE LUTTE DES EMPLOYÉS DE BANQUE !

FACE A L'INTRANSIGEANCE PATRONALE : TOUS UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Un employé de Banque M.L.

SAINT-ETIENNE : Répression permanente chez Peugeot

Que se passe-t-il chez Peugeot ? Depuis la fin du conflit du printemps dernier, qui opposa l'ensemble des ouvriers aux milices armées appelées par la direction pour mater les grévistes, règne à l'intérieur de l'usine un état répressif permanent à tel point que le travail est devenu insupportable.

La direction patronale exerce sur l'ensemble des travailleurs des pressions, des brimades, elle n'a pas digéré la grève dure de l'an passé et elle est décidée à réprimer durement les ouvriers. D'ores et déjà, elle a prévu dans ses plans anti-ouvriers :

- une diminution des effectifs ;
- Une diminution des effectifs ;
- Des mises à pied pour prétextes futiles ;
- Des avertissements sévères pour retards ;
- Des listes ont été dressées où figurent les ouvriers décidés à faire grève, à qui il est refusé toute augmentation individuelle, une liste pour les ouvriers qui se sont montrés hésitants, et une liste de non-grévistes, ceux-ci en réalité peu nombreux ;

— Des mutations ont déjà été envisagées et des pressions ont été exercées à l'encontre d'ouvriers suspects d'être trop actifs. Des départs pour Lille ont été effectués (voir H.R. n° 214 sous la rubrique « Echos de la Loire et de la Haute-Loire ») ;

— Des incompatibilités ou inadaptations sont évoquées pour déplacer l'ouvrier qui était affecté là depuis très longtemps !

Voici ce qu'en pensent un délégué C.G.T., un ouvrier et un cadre non répressif :

— Il faudra recommencer Mai 68, c'est lorsque toutes les chaînes de production sont mobilisées qu'on arrive à gagner (avis du délégué C.G.T.) ;

— Ce n'est plus comme avant. C'est difficile de travailler dans ces conditions, surveillance intolérable, avertissement dès qu'on parle avec le copain (avis de l'ouvrier) ;

On vous met huit jours dans un atelier, puis on vous change, on est dérouter. C'est voulu afin qu'on n'entretienne pas trop de relations avec nos compagnons de travail. Les ouvriers en ont assez !

— On nous change également les équipes, on est perdu, on ne sait plus que faire. C'est plus un travail policier qu'on nous demande qu'un travail d'encadrement utile. Certains cadres ont raison de vouloir partir en Argentine ! (En effet, Peugeot a installé une usine là-bas, on double les salaires paraît-il ! C'est la tarte à la crème ! (avis du cadre).

La colère gronde dans l'usine ! La répression prépare, dans la conscience ouvrière qui ne peut l'accepter, un climat de révolte inévitable ! Oppression, révolte, c'est le processus de la lutte de classe et les ouvriers n'ont pas de leçon à apprendre dans ce domaine-là.

ORTF : licenciements, répression, le démantèlement s'accélère

En cours depuis plusieurs années le démantèlement de l'ORTF, au profit des grands monopoles s'accélère et renforce la fascisation. Car depuis le vote, le 3 juillet 1972, de la loi Malaud, le gouvernement au service de ces mêmes monopoles a les mains libres : la « décentralisation » de l'Office ce sont les licenciements (déjà plusieurs centaines d'occasionnels à l'automne dernier), les atteintes répétées au droit de grève, les menaces chantages et pressions, et maintenant le licenciement de militants politiques et syndicalistes, la répression policière violente dans les murs mêmes de l'entreprise.

Il y a 15 jours la Direction informait un travailleur du centre de Cognac-Jay, collaborateur permanent mais payé au cachet, que son contrat ne serait pas renouvelé au mois de mars, « faute de crédits » dit la Direction, en réalité en application du plan de démantèlement qui vise dans un premier temps à liquider les emplois non-statutaires (bien qu'indispensables) avant de s'attaquer aux 15.000 travailleurs statutaires, « morceau » beaucoup plus coriace ?

Preuve éclatante de la duperie que pratique Marceau Long avec sa décentralisation à « visage humain », ce licenciement est d'autant plus grave qu'il vise un délégué syndical de la C.F.D.T., Dominique Gallet, par ailleurs secrétaire politique du « Front progressiste » (plus connu sous le nom de « gaullistes de gauche »). Le gouvernement a donc voulu se débarrasser là d'un responsable d'une organisation politique d'opposition bien connue pour ses prises de position en faveur de la Palestine, de l'Albanie et de la Chine, ainsi que pour l'indépendance nationale (lors du mouvement lycéen de 1973 cette organisation n'aurait pas avancé le mot d'ordre d'« Armée populaire ! » ?).

Plus soucieux de faire avaler la camélotte de leur programme commun que de défendre les libertés démocratiques et les droits syndicaux, les dirigeants des syndicats C.G.T. et F.S.U. (« autonomes »...) ont refusé de soutenir ce travailleur et ont contraint la C.F.D.T. à partir seule. Ce qu'elle a fait, prenant courageusement la déci-

sion d'assurer seule la défense de Dominique Gallet. Le jour prévu pour le licenciement plusieurs centaines d'adhérents C.F.D.T. se sont donc mis en grève et une trentaine d'entre eux ont formé une délégation chez Marceau Long à la Maison de la Radio. C'est à cette occasion que le P.D.G. de l'ORTF a fait évacuer « ses » couloirs par une meute de flics de tout poil (police parisienne, huissiers musclés, etc.) précipitant trois militants à l'étage inférieur à travers la cage de verre de l'escalier, embarquant les trente autres à Beaujon.

Bien sûr la Direction a tenté de se justifier en invoquant les inévitables « éléments extérieurs » et autres « déprédations ». La vérité est que les trente-quatre militants étaient TOUS des travailleurs de l'Office et que les « déprédations » se résument à une inscription à la peinture : « PAS DE LICENCIEMENT ! ».

La leçon de tout ça, c'est que la bourgeoisie a saisi l'occasion de menacer un peu plus encore les travailleurs de l'Office. La fascisation du régime n'est pas un vain mot et les

révisionnistes et réformistes ont une responsabilité écrasante dans ce domaine, la preuve en est faite une fois de plus. La Direction de l'Office peut donc compter fermement sur cette intersyndicale-bidon qui recule depuis trois ans la riposte offensive au démantèlement, qui va de grève-soupage de 24 heures en contre-plan, de contre-plan en calendrier de « négociations », de « négociations » en programme commun. Pendant ce temps la bourgeoisie mute arbitrairement, déqualifie, sacque, licencie, réprime sauvagement.

Les travailleurs de l'ORTF, sont à chaque fois un peu plus nombreux à comprendre cela. Le jour où ils prendront eux-mêmes leur lutte en mains, balayant les opportunistes de tout poil n'est plus bien loin. Alors la Direction tremblera devant la lutte résolue des travailleurs de l'Office unis à la base et dans l'action sur leurs mots d'ordre :

POUR NOS REVENDICATIONS, CONTRE LE DEMANTELEMENT ! PAS DE LICENCIEMENT !

Correspondant H.R.-O.R.T.F.

Brest : au « Maître tailleur », les ouvriers en lutte contre les cadences

Depuis presque trois mois, les deux cents employés du « Maître Tailleur » (usine de confection des uniformes pour la Marine) débroyent tous les jours d'une à trois heures pour obtenir de meilleures conditions de travail.

De 43 h 10 par semaine qu'elles doivent assurer, les employés du « Maître Tailleur » veulent en venir à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ou augmentation des cadences.

Écoutez les parler : « Le travail au rendement est le plus pénible, il serait normal que pour un travail plus pénible nous ayons moins d'heures de travail à assurer ».

— « Le problème de fond est bien la remise en cause des cadences et du rendement. Des journées de 8 heures à 17 h 55 avec 1 h 15 d'arrêt le midi et autant d'arrêts que nous le voulons

dans la journée mais évidemment, pris sur notre travail et donc sur notre salaire. Et pour des femmes, il faut en rentrant à la maison s'occuper des enfants et de la cuisine. »

Unes comme les doigts de la main, elles sont bien déterminées à lutter pour obtenir leurs revendications malgré les pressions exercées par la direction. Après avoir, sans succès, manié la démagogie ; le patron disant aux ouvrières : « Avant vous suiviez les mouvements nationaux, mais vous n'aviez encore jamais fait grève contre moi... vous étiez bien gentilles » ; il menace maintenant de licencier les plus combattives.

POUR LA SEMAINE DE 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE NI AUGMENTATION DES CADENCES.

Correspondant H.R.

Commandez notre brochure

“ LA FASCISATION EN FRANCE ”

(André Colère.)

Prix : 3 F
(port en sus 20 %)

QUAND 'L'HUMOUR' ANTI-CHINOIS GAGNE LA CGT...

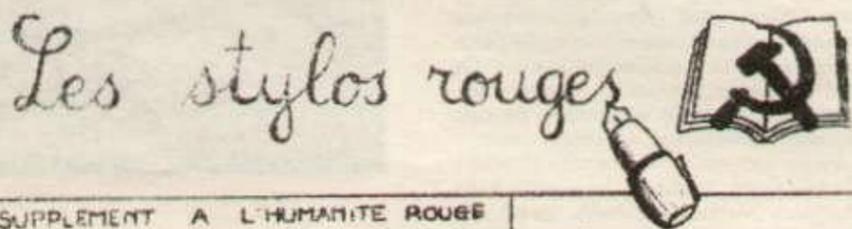


Chers camarades,

Depuis quelques mois maintenant, les communistes marxistes-léninistes de Dijon interviennent régulièrement dans les différentes caisses de Sécurité sociale, par la publication régulière d'un supplément à l'H.R., « les Stylos Rouges ».

Le dernier numéro dénonçait les calomnies contre-révolutionnaires du P.C.F. à propos de la lutte des Lip. Cet article tapait juste : le jour même de la diffusion, la section C.G.T. de la Sécurité sociale,

complètement manipulée pour l'occasion par l'un des dirigeants fédéraux du P.C.F. Côte-d'Or, sortait un tract crapuleux d'un niveau réactionnaire ahurissant (cf. tract ci-dessus) : le titre « Les Chinois à Dijon », montrent d'emblée de quel côté se trouvent les auteurs : du côté des Jean Yanne et autre Dassault, du côté de la pire réaction. Injures et démagogie, telles sont les seules arguments opposés à notre article sur Lip. Cela n'est pas nouveau de la part de ces individus.



SUPPLEMENT A L'HUMANITE ROUGE
SECURITE SOCIALE DIJON N°4 mars 74

NON, LES TRAVAILLEURS NE PAIERONT PAS LES PCTS CASSES !

Lettre du C.D.H.R. de Dijon au Maire de la ville

Monsieur Robert Poujade, Maire de la ville de Dijon.

Monsieur le Maire de la ville de Dijon,

Bien que n'ayant en aucune façon contribué à faire de vous le premier magistrat de notre ville — bien au contraire ! —, nous sommes bien obligés de nous adresser à vous pour élever la plus vive protestation contre la sortie dans deux salles de spectacles de Dijon du film « Les Chinois à Paris ».

En acceptant que soit projeté dans notre ville cette ignoble production, vous vous rendez complice d'une grossière provocation, contraire aux traditions d'amitié entre le peuple français et le peuple chinois, contraire aux relations que le gouvernement de notre pays entretient avec la République Populaire de Chine.

Au mois de septembre dernier, M. Georges Pompidou, actuellement Président de la République, a été reçu en République Populaire de Chine. L'accueil de la plus haute courtoisie qui lui a été réservé tant par les dirigeants du peuple chinois, que par le peuple chinois lui-même, fut à la mesure des profonds et sincères senti-

ments d'amitié qu'ils éprouvent envers notre peuple.

En septembre 1973, vous faisiez partie, Monsieur le Maire, en qualité de Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, du gouvernement de la République. Vous avez sans doute pu alors apprécier la qualité des relations avec la République Populaire de Chine.

Ce film « Les Chinois à Paris » constitue un appel direct à la haine raciale anti-chinoise ainsi qu'une atteinte intolérable à la résistance du peuple français contre l'occupation nazie.

C'est là un véritable défi criminel lancé à l'amitié des peuples français et chinois, à la correction des relations d'Etat à Etat entre la République Française et la République Populaire de Chine.

Nous vous rappelons que c'est le Général de Gaulle lui-même, dont vous ne faites pas faute de vous réclamer, qui avait pris l'initiative de l'établissement de ces relations.

Nous, marxistes-léninistes de Dijon, groupés autour du journal « l'Humanité Rouge », ne tolérerons point une telle provocation ouvertement raciste et fasciste.

Nous vous demandons d'ordonner immédiatement que les mesures nécessaires soient prises pour que soit interdit à Dijon ce film odieux et que cet outrage soit sanctionné, il y va du prestige mondial du peuple français : nous n'accepterons pas que celui-ci soit traîné dans la boue.

Avec l'expression de nos sentiments patriotiques et antifascistes.

Pour le Comité de diffusion de « l'Humanité Rouge ».

RACISTES, FASCISTES, ASSASSINS !

● Paris, le samedi 2 mars au quartier Latin : une bande d'une dizaine de voyous agresse les travailleurs immigrés qu'elle trouve sur son chemin. Dans une lettre adressée au journal « Le Monde » des témoins écrivent :

2 jeunes Arabes sont à terre, inanimés, dans une flaque de sang. Un groupe de 10 hommes en tenue de sport s'enfuient en courant. La situation nous paraît d'abord confuse, mais elle s'éclaircit au moment où 3 personnes âgées, témoins directs de cet événement, prennent à partie ces "sportifs" dans leur fuite : "C'est une honte ! Ils ne vous ont rien fait ! Ce n'est pas là le rôle de la police française ! Vous êtes des assassins !".

Car, en effet ces voyous fascistes sont des flics. Ils frappent sauvagement 3 sénégalais qui sont transportés à l'hôpital dans un état grave. Ils furent reconnus plus tard parmi un groupe de C.R.S.

● Draguignan, dans la vieille ville : une bande de racistes jette des paquets d'explosifs dans plusieurs logements de travailleurs immigrés. Ils voulaient tuer. C'est un pur hasard s'il n'y a pas eu de morts. Un travailleur algérien a été blessé.

Il y a déjà quelques temps les légionnaires stationnés à côté de Draguignan avaient bouclé les vieux quartiers et fait la chasse aux travailleurs immigrés.

Tout comme à Marseille où le fascisme a tué, il ne fait aucun doute que les responsables ne seront pas « retrouvés ».

Car le racisme, la terreur raciste sont voulus, organisés par le pouvoir. Ce n'est pas l'effet du hasard si les crimes racistes, le terrorisme se développent alors que la crise du capitalisme s'approfondit.

Plus que jamais la bourgeoisie cherche à diviser la classe ouvrière, à détourner la colère montante vers nos frères immigrés, à exercer une terreur fasciste sur une partie de la classe ouvrière pour mieux frapper la classe ouvrière toute entière. La montée du racisme, les crimes racistes sont un élément extrêmement important de la fascisation. Plusieurs millions de membres de la classe ouvrière de France vivent d'ores et déjà à l'heure de la terreur fasciste, des attentats, des meurtres.

Il est grand temps que les travailleurs français et immigrés ripostent ensemble, car c'est tous qui sont visés.

Si aujourd'hui, des ouvriers sont tués, agressés, impunément, dans l'indifférence, demain ce sera la classe ouvrière entière qui connaîtra cette loi.

Rien n'est plus important que d'œuvrer à l'unité des travailleurs français et immigrés, de combattre les idées racistes surtout lorsque leur poison pénètre l'esprit des travailleurs français, de riposter au racisme et de le frapper.

La lutte antiraciste est un combat pour l'avenir.

Alsthom (St-Ouen)

HALTE AUX LICENCIEMENTS !

Aux Signaux, un aide magasinier P1 à l'expédition a été licencié le jeudi 28 février pour le motif « met trop de temps à remplir les papiers ».

Ça faisait un mois et demi qu'il était embauché. Ses chefs avaient essayé de le faire travailler comme pontonnier et comme manœuvre en plus de son travail de magasinier et lui reprochaient de ne pas faire son boulot ; du jour où il a refusé de faire le manœuvre et le pontonnier on a embauché un pontonnier et un manœuvre et son licenciement s'est fait en l'espace d'une semaine.

Dès le début l'ouvrier licencié s'était syndiqué à la C.G.T. le syndicat existant aux Signaux. Mais les délégués

n'ont rien fait pour mobiliser les ouvriers. Devant le chef du personnel, ils se sont contentés de demander le motif du renvoi et de proposer une mutation. Ils ont dit à l'ouvrier qu'il était « indéfendable » — encore un qui est « indéfendable » — ; le jour même où il était licencié, la C.G.T. appelait à un débrayage à 16 heures pour la défense de l'emploi dans le département.

Ainsi aux Signaux, vient de se reproduire le même scénario que pour le licenciement de Lebrun à la Savoisiennaise : la direction licencie avec l'accord tacite de la direction du syndicat C.G.T.

Non aux licenciements !

A propos du film anti-chinois de Jean Yanne

Communiqué de presse de la Gauche Révolutionnaire

La Gauche Révolutionnaire, organisation se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée Mao-Tsé-toung, élève une très vive protestation contre la sortie du film de Jean Yanne : « Les Chinois à Paris », financé par le député U.D.R. et marchand de canons Dassault.

Ce film, en faisant un parallèle odieux entre l'occupation nazie et une prétendue invasion chinoise, veut accréditer l'idée que la Chine, pays socialiste, nourrit des vues expansionnistes sur d'autres pays ou parties du monde. Ce n'est pourtant pas la Chine, mais bien les U.S.A., l'U.R.S.S. et la France qui maintiennent des troupes sur le territoire d'autres pays.

Renouant avec la vieille archi-réactionnaire et raciste du « péril jaune », ce film est une provocation con-

tre le peuple chinois et ses dirigeants qui orientent tous leurs efforts pour que se développent la liberté, l'indépendance et l'amitié entre tous les peuples.

Ce film est aussi une provocation contre le peuple de France présenté faussement comme un peuple d'esclaves, dépourvu de tout esprit de révolte. Notre peuple a montré sa capacité de résistance héroïque contre l'occupant nazi et connaît l'amitié indéfectible qui le lie au peuple chinois dans la lutte pour l'indépendance nationale, la liberté et la paix.

Nous joignons nos voix à tous les amis de la Chine pour dénoncer le caractère anti-chinois, raciste et ultra-réactionnaire du film de Yanne-Dassault et pour exiger l'interdiction immédiate de ce film provocateur.

AFFICHEZ
H. R.

LA VOIX DU TIERS-MONDE EN LUTTE

Arrivant de Lahore où s'est tenu le deuxième sommet islamique, le président Boumediène est arrivé à Pékin le 25 février 1974. Le président a eu de nombreux entretiens avec notamment le Premier ministre Chou En-lai. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du communiqué commun publié à l'issue du voyage, communiqué montrant l'unité de points de vue et de combat des deux pays concernant les problèmes internationaux. De Pékin, le président Boumediène s'est rendu du 2 au 5 mars en visite en République populaire démocratique de Corée. Des entretiens chaleureux ont eu lieu avec le président Kim Il Sung à l'issue desquels un communiqué fut publié le 5 mars. En ce qui concerne l'analyse de la situation internationale, il est dit que les deux parties «...estiment qu'aujourd'hui des millions d'hommes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se dressent vaillamment pour mener avec une fermeté accrue une lutte sans merci contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme, de même qu'ils combattent avec une farouche volonté pour la liberté et l'indépendance nationale et pour consolider leurs conquêtes révolutionnaires». Et les peuples algérien et coréen connaissent bien pour avoir combattu les armes à la main, l'un contre le colonialisme, l'autre contre l'impérialisme, le prix de l'indépendance nationale et de la libération totale du territoire occupé. C'est pourquoi les deux pays ont souligné l'importance de la lutte des pays non-alignés, l'importance de la Conférence au sommet des pays non-alignés en 1973 à Alger, pour la lutte des pays du tiers-monde.

Et les Coréens insistent sur l'importance extrême de la résolution de la Conférence des pays non-alignés sur la question coréenne, résolution adoptée à l'unanimité « qui correspond entièrement », dit le communiqué, « à la juste orientation de la République populaire démocratique de Corée pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie » et « est un encouragement énergique pour le peuple coréen qui lutte pour la réunification du pays et est un grand coup porté aux impérialistes et à leurs valets qui tentent d'empêcher la réunification de la Corée et de perpétuer la division ». Sur le plan des relations internationales, ce sont «...les principes de l'égalité complète, d'indépendance, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures » qui « doivent être parfaitement assurés entre tous les pays, grands et petits... » Mais une paix durable dans le monde ne peut passer que par une lutte toujours plus énergique contre l'impérialisme, sur tous les plans, par exemple dans le domaine de l'économie. Il est nécessaire, ajoute le communiqué «...d'édifier des économies nationales indépendantes par la récupération des ressources naturelles nationales, pour les exploiter au bénéfice des peuples qui doivent adopter comme principe : compter d'abord sur leurs propres forces ».

Face à ces objectifs communs de lutte, il faut donc que la solidarité active entre les pays du tiers-monde contre l'impérialisme et le colonialisme se développe impétueusement, et la Conférence des pays non-alignés ou la Conférence islamique de Lahore en sont des exemples concrets. Une autre preuve de cette solidarité est le soutien total de nouveau réaffirmé par les Algériens «... à l'orientation en cinq points pour la réunification de la patrie nouvellement présentée le 23 juin 1973 par le président Kim Il Sung », qui en même temps confirme fermement l'intention du peuple algérien «... de continuer à soutenir à l'avenir et par tous

les moyens la juste lutte du peuple coréen pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie ». Et la solidarité s'étend également «... à la juste lutte du peuple sud-coréen contre la dictature fasciste, pour la démocratisation de la société et la réunification pacifique du pays en dehors de toute ingérence étrangère ». Le communiqué commun s'achève sur une invitation à effectuer une visite officielle en Algérie faite au président Kim Il Sung par le président Boumediène. L'invitation a été acceptée. Le président Boumediène a ensuite quitté la République populaire démocratique de Corée pour se rendre en République démocratique du Viet-Nam.

Dès le début de son voyage, le président Boumediène a rappelé les objectifs communs de la lutte des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, et salué le peuple vietnamien pour son courage et sa fermeté. Il a d'autre part expliqué que «...le lot des pays du tiers-monde », c'est «...d'être le seul champ de bataille où viennent se projeter cruellement les antagonismes des grandes puissances » et précisé que le tiers-monde a « le devoir de s'interroger sur la signification et la portée véritable de la coexistence pacifique si elle ne doit mettre à l'abri que les forts et leurs intérêts », dénonçant ainsi les ennemis des peuples du

monde, les deux super-puissances.

La lutte des super-puissances pour l'hégémonie, et notamment leur rivalité dans les régions des pays du tiers-monde, a déjà été dénoncée clairement par l'Algérie qui a compris que cette lutte, cette complexité-rivalité des supergrands est une clé essentielle de la compréhension de la situation politique mondiale actuelle. C'est pourquoi notamment l'Algérie, depuis 1969, réclame « la Méditerranée aux Méditerranéens » et lutte en conséquence. En octobre 1972, le ministre des Affaires étrangères de l'Algérie, M. Abdelaziz Boutefflika, a déclaré : « La présence simultanée à l'intérieur de l'enclos méditerranéen de la flotte de guerre soviétique et des forces aéro-navales de la VI^e Flotte américaine... souligne d'une manière encore plus concrète le danger qui pèse sur la sécurité de la région ». Les flottes étrangères doivent donc quitter la Méditerranée, abandonner leurs bases.

La République algérienne démocratique et populaire est un pays qui adopte des positions anti-impérialistes claires et agit dans le sens de ses déclarations, c'est-à-dire dans le sens des luttes des peuples du monde contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Ce sont là des faits positifs et des positions progressistes que nous devons soutenir fermement.



Communiqué commun sino-algérien (extraits)

Les deux parties sont unanimes à estimer qu'à l'heure actuelle, la situation internationale évolue dans un sens de plus en plus favorable aux peuples des différents pays et défavorable à l'impérialisme, à l'hégémonie et à toute la réaction. Aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution. Les peuples du monde avancent à grands pas, à travers une situation internationale caractérisée par de grands bouleversements. Le tiers-monde devient toujours plus conscient et gagne en force. La lutte révolutionnaire des peuples du monde entier contre l'impérialisme se développe avec vigueur. Les nations veulent la libération, et les

peuples africains ont la sympathie et le soutien du tiers-monde ainsi que de tous les pays et peuples attachés à la justice dans le monde. La source du problème du Moyen-Orient réside dans l'agression du sionisme israélien et les rivalités entre les grandes puissances. Tant que les pays arabes n'auront pas récupéré leurs territoires occupés, et que le peuple palestinien n'aura pas été rétabli dans ses droits nationaux, les peuples arabes, et le peuple palestinien en particulier, ne cesseront pas leur lutte. Les deux parties réaffirment leur soutien résolu aux peuples d'Égypte, de Syrie et de Palestine en lutte contre l'agression du sionisme israélien, pour le recouvrement des territoires occupés, ainsi qu'au peuple

lutté menée par les peuples africains pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale, contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme à connu de nouveaux développements. La naissance de la République de Guinée-Bissau constitue une importante victoire des peuples d'Afrique dans leur lutte pour l'indépendance nationale. Les deux parties soutiennent fermement les peuples du Mozambique, de l'Angola, du Zimbabwe, de Namibie, d'Azanie et d'autres territoires dans leur juste lutte contre la domination coloniale du Portugal et la domination des racistes en Rhodésie et en Afrique du Sud. Elles saluent la position conséquente des pays et des peuples africains qui se sont prononcés nettement en faveur de la cause arabe et lui ont accordé un soutien énergique lors de la récente et nouvelle agression sioniste et en vue de la sauvegarde des droits nationaux imprescriptible du peuple palestinien.

Les deux parties expriment leurs vives félicitations aux trois peuples indochinois pour les grandes victoires qu'ils ont remportées dans la guerre de résistance à l'agression américaine et pour leur salut national. Elles soutiennent résolument la position juste et solennelle du gouvernement de la République démocratique du Viet Nam et du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam qui luttent pour une application totale de l'accord de Paris et pour la défense des acquis de la révolution. Elles soutiennent résolument la lutte contre l'agression américaine et pour son salut national, menée par le peuple cambodgien sous la direction du Front uni national du Cambodge ayant comme président le chef d'État Samdech Norodom Sihanouk et du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge. Elles réaffirment leur appui au rétablissement des droits légitimes du GRUNC à l'O.N.U. et dans tous les organismes s'y rattachant, et à l'expulsion des représentants du clan des traîtres à la patrie dirigés par Lon Nol. Elles assurent de leur ferme soutien le peuple lao dans sa lutte pour réaliser la concorde nationale et édifier un Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, unifié et prospère.

Les deux parties constatent avec une vive satisfaction que la solidarité militante entre les pays africains se renforce chaque jour davantage. La



peuples veulent la révolution : c'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire.

Les deux parties sont d'avis que la lutte de résistance des peuples arabes, en particulier du peuple palestinien, contre l'agression israélienne est une composante importante de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme.

peuple coréen pour la réunification indépendante et pacifique de sa patrie. Le problème de la réunification de la Corée doit être réglé par le peuple coréen lui-même, sans qu'aucune ingérence étrangère ne soit admise.

Les deux parties estiment que la solidarité entre les pays du tiers-monde et l'accroissement de leur rôle dans les affaires internationales constituent le fait marquant de la situation internationale actuelle. Les résultats positifs enregistrés lors de la 4^e conférence au sommet des pays non-alignés, tenue à Alger, en sont une éclatante illustration. Cette conférence a condamné énergiquement le racisme, le sionisme, l'impérialisme, le colonialisme et toutes les forces hégémoniques, ce qui traduit la farouche volonté des pays et des peuples du tiers-monde d'assumer entièrement leur destin et témoigne d'une prise de conscience plus aiguë des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Les deux parties soutiennent résolument la juste lutte menée par les pays et les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour conquérir et sauvegarder l'indépendance nationale, défendre la souveraineté d'État, développer l'économie nationale et préserver leurs richesses naturelles. Et elles soutiennent résolument la lutte menée par les pays du tiers-monde pour défendre leurs droits légitimes sur la mer.

La partie chinoise réitère son accord et son soutien actif à la proposition formulée par le président Houari Boumediène, président en exercice de la 4^e conférence au sommet des pays non-alignés en vue de la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'étude des problèmes relatifs aux matières premières et au développement.

Le gouvernement et le peuple chinois remercient sincèrement le gouvernement et le peuple algérien pour le soutien actif qu'ils ont constamment apporté à la lutte pour le rétablissement des droits légitimes de la République Populaire de Chine à l'O.N.U. et dans tous les organismes qui s'y rattachent.

Pékin, le 2 mars 1974.
(Agence Chine Nouvelle.)

En Algérie : une amitié solide entre travailleurs chinois et algériens

Les travailleurs chinois en Algérie, quels qu'ils soient, vivent et travaillent dans les mêmes conditions que la population parmi laquelle ils vivent, raffermant ainsi l'amitié entre les deux peuples, n'ayant d'autre souci que celui de bien servir. Ainsi l'agence Chine Nouvelle relate-t-elle l'arrivée d'une équipe chinoise de forage de puits d'exploitation des eaux souterraines dans les Aurès : « Pendant l'hiver 1972, une équipe de forage chinoise est arrivée dans les Aurès. Au cours de plus d'un an, l'équipe de forage a établi de profonds sentiments d'amitié avec la population locale, vivant avec elle et travaillant en commun à l'exploitation des eaux souterraines locales. Dès son arrivée dans les Aurès, l'équipe fut reçue par le préfet. Ce dernier lui déclara : « Vous êtes venus ici nous aider à maîtriser et à transformer la nature et vous serez toujours les bienvenus auprès du peuple algérien. » Depuis plus d'un an, l'équipe de forage a éprouvé la sollicitude et reçu l'aide du peuple algérien dans le travail comme dans la vie quotidienne. Et l'article cite en exemple des ouvriers algériens qui pendant leurs heures de loisir vinrent aplanir avec des bulldozers un tronçon de route rendu difficilement praticable pendant la saison sèche, ou cet autre ouvrier qui, spontanément, travailla dix heures avec eux en rentrant de son travail de nuit et refusa les remerciements, ou encore ces trois ouvriers qui apprirent la technique de forage auprès des Chinois, forçant leur admiration par le courage qu'ils montrèrent. Le désir d'apprendre, l'abnégation dans le travail des travailleurs algériens ont renforcé l'esprit de « servir le peuple » des travailleurs chinois et ont déterminé encore plus le désir d'apprendre auprès de leurs frères algériens.

Et qui ne connaît le dévouement

des médecins chinois en Algérie ? Hocine Mezali, dans le n° 523 de Révolution Africaine (organe central du F.L.N.) écrit notamment : « sur le plan médical, le médecin chinois va au-delà du serment d'hypocrate pour s'adonner pleinement à son travail, sans revendiquer de fleurs ni de remerciements, comme semblent en être fervents les adeptes du mandarinat... Le médecin chinois dans l'exercice de sa fonction s'efforce — et il y réussit souvent — de dépasser l'aurole dont s'entourent généralement le docteur occidental et même parfois les vieux médecins de nos pays qui ont subi et digéré le test du mandarinat. Le médecin chinois cherche surtout à exprimer son dévouement à l'égard de son malade. » Saluant cette coopération,

l'article caractérise ainsi la coopération sino-algérienne : « Elle se caractérise par sa franchise et évite de tomber dans les méandres de la subtilité. Le déroulement des négociations, quelle que soit la conjoncture, ne s'accorde point de tergiversations comme semblent s'y complaire les partenaires de l'Algérie, même ceux qui déclarent ostensiblement être nos amis. » Voilà des images claires du visage de la coopération sino-algérienne. Amitié, franchise et respect mutuel, l'aide chinoise « ne correspond en rien à l'aide dont se gargarisent à longueur d'année les pays de l'O.C.D.E. ou mieux encore les Etats-Unis d'Amérique et dont on connaît les prolongements pour les avoir éprouvés ».



Amitié et dévouement, telle est l'attitude des médecins chinois envers la population.

La conférence islamique de Lahore UN GRAND SUCCES

La deuxième conférence islamique tenue à Lahore du 22 au 24 février 1974 marque une étape importante dans l'unité des pays du tiers-monde. Trente-huit délégations représentant 600 millions d'êtres humains étaient présentes, pays africains, musulmans et non-alignés : le tiers-monde dont le président Boumediène dira dans son discours : «... Nous ne sommes plus cette quantité humaine négligée dont la voix n'est pas entendue ». Autant la première conférence islamique de Rabat en 1969 n'eût pas de résonance historique (elle s'était déroulée trop peu de temps après la guerre de 1967 contre Israël), autant celle de Lahore s'est-elle déroulée dans une intense période de lutte sur tous les fronts, politiques, économiques et militaires, dans une période d'offensive des pays du tiers-monde. Aussi les résolutions finales reflètent-elles justement les luttes que mènent ces pays en soulignant l'unité. La conférence de Lahore s'inscrit dans la continuité de la conférence mondiale des pays non-alignés l'année passée à Alger, elle marque une étape nouvelle dans la coopération et la solidarité des pays du tiers-monde, une volonté renouvelée de mener jusqu'au bout la lutte contre le sionisme, le racisme, le colonialisme et l'impérialisme. Trois résolutions finales ont été

adoptées en clôture de la conférence : sur le Moyen-Orient et la cause palestinienne, sur Jérusalem, une déclaration finale accompagnée d'une résolution économique.

La résolution sur le Moyen-Orient et la cause palestinienne déclare notamment que les pays présents à la conférence ont décidé « d'accorder une aide totale et efficace à l'Égypte, à la Syrie, à la Jordanie et au peuple palestinien dans leur lutte légitime pour recouvrer par tous les moyens tous les territoires occupés », réaffirmant « que l'organisation de libération de la Palestine est la seule représentation légitime de la Nation palestinienne dans sa lutte légitime », condamnant « tous les Etats qui accordent à Israël un appui militaire, économique et humain et les somment d'y mettre un terme immédiatement » (dénonçant par là l'impérialisme U.S. mais aussi les sociaux-impérialistes qui alimentent Israël en soldats et techniciens), demandant « aux Etats membres de la conférence islamique de continuer à apporter leur appui aux causes africaines et à la lutte menée contre le colonialisme et les régimes racistes, en particulier en Rhodésie, en Afrique du Sud et dans les colonies portugaises, et leur demande de mettre un terme à toute forme de coopération et

de relations avec ces régimes, en particulier, d'imposer un embargo sur les livraisons de pétrole et de prévenir toute dérogation à cette mesure ». D'autre part les pays membres de la conférence décident de poursuivre la lutte afin de libérer Jérusalem, exigent le retrait immédiat d'Israël et le retour à la souveraineté arabe de la ville comme « condition préalable fondamentale sine qua non à tout règlement au Proche-Orient ».

Enfin, la conférence a décidé de créer un comité d'experts et de représentants de 8 pays afin que « les Etats membres de la conférence » s'apportent « soutien et solidarité dans leurs efforts nationaux déployés pour assurer la mobilisation de leurs ressources aux fins de développement ».

La déclaration finale s'achève sur une mise en garde : « Le deuxième sommet islamique recommande à tous les pays du tiers-monde la vigilance à l'égard des manœuvres tendant à diviser les pays en voie de développement en vue de perpétuer le mode d'exploitation néo-colonial de leur ressources ». La conférence islamique de Lahore fut ainsi, par l'unité qu'elle consolide et les décisions prises, la plus haute expression en ce début d'année de la voix du tiers-monde en lutte.

Franco assassin !

Du monde entier les protestations se sont élevées contre l'assassinat du jeune militant anti-fasciste Salvador Puig Antich.

En Espagne même de nombreuses manifestations se sont déroulées. En France plusieurs manifestations ont eu lieu regroupant des milliers de personnes.

Le nom de Puig Antich vient s'ajouter à la multitude de ceux qui sont morts assassinés par le fascisme.

L'exécution de Puig Antich est

une manifestation de la faiblesse du fascisme devant le développement du mouvement révolutionnaire en Espagne. La barbarie fasciste aura beau faire, elle ne pourra empêcher le peuple d'Espagne d'avancer vers sa libération.

Deux jeunes militants anti-fascistes sont actuellement entre les mains de Franco et menacés de mort.

Tout doit être fait pour qu'ils soient arrachés des mains des bourreaux.

Allemagne : offensive policière contre des camarades turcs

A Saarbrücken le 13 février la police a investi la maison où logeaient Yildirim Dayyeli et trois étudiants. Lors de cette attaque la police munie de mitraillettes et accompagnée de chiens a été particulièrement brutale. Un mandat d'arrêt a été rapidement obtenu par le tribunal d'urgence de Francfort et tous furent arrêtés. Au bout d'un jour les trois étudiants ont été libérés et Yildirim Dayyeli maintenu en détention.

Yildirim Dayyeli a résisté courageusement à l'agression policière pendant qu'on l'emmenait, ses poings serrés étaient levés. Malgré les menottes il exprimait ainsi la fin proche des impérialistes et de leurs chiens ainsi que l'infaillibilité de la victoire des peuples du monde. Des centaines de jeunes révolutionnaires allemands et de patriotes de Turquie, étudiants et ouvriers, qui s'étaient rassemblés devant le commissariat de police ont protesté pendant des heures contre cette agression sauvage. La police fut contrainte de cacher les quatre patriotes de Turquie dans plusieurs villes et dans des prisons différentes.

La police allemande était depuis longtemps à la poursuite de Yildirim Dayyeli. Il est un militant de la lutte menée contre la dictature militaire fasciste des réactionnaires impérialistes et locaux de son pays, pour l'indépendance, la démocratie et la libération complète de son peuple, pour la libération de tous les ouvriers et peuples opprimés du monde.

Dans les pays européens, ces derniers temps se poursuit une campagne de répression et d'agression systématique contre les ouvriers et étudiants révolutionnaires de Turquie.

Aujourd'hui les états impérialistes entre lesquels existent une concurrence et une lutte acharnée s'affrontent également pour pouvoir augmenter leurs parts de domination et d'exploitation dans les semi-colonies. Dans notre pays cet affrontement a lieu essentiellement entre les impérialistes américains et européens.

L'histoire des cent dernières années de notre peuple est l'histoire des tentatives d'invasions « sanglantes ou non » de notre pays par les impérialistes américains ou européens pour piller et le dominer et



des luttes de libération du peuple de Turquie contre ces invasions. L'indépendance acquise à la suite de la guerre de libération nationale grâce au sang versé par le peuple de Turquie fût de nouveau perdue à cause de la trahison des pouvoirs de la bourgeoisie locale et des propriétaires fonciers. L'impérialisme américain qui a pris la relève de l'impérialisme allemand détruit au cours de la deuxième guerre mondiale, a asservi notre pays.

En Allemagne et dans les autres pays européens il y a aujourd'hui près d'un million d'ouvriers de Turquie et des milliers d'étudiants. L'oppression et l'exploitation accrues les a conduit à se lancer dans les luttes économiques et politiques. C'est dans ces luttes que les ouvriers et les étudiants ont vu et voient leurs amis et leurs ennemis.

Les agressions fascistes contre les ouvriers et étudiants révolutionnaires de Turquie dans les pays d'Europe n'empêcheront aucun d'entre eux de continuer leur chemin, au contraire, elles renforceront leur volonté et leur détermination. Tous ceux qui appuient la lutte de Turquie sont nos amis, tous ceux qui s'opposent à cette lutte sont nos ennemis !

Extraits d'un communiqué du Front Uni Patriotique de Turquie.

Programme commun

Programme colonialiste

Après la nouvelle vague de répression sur la Martinique qui, encore une fois, enterre ses morts, feuilletons le « Programme commun ». Non ! les colonies françaises n'ont pas été oubliées par ces messieurs. Il n'y a que les mauvaises langues pour le prétendre, car elles font l'objet de l'avant-dernier chapitre qui comprend exactement... 13 lignes ! on peut penser que c'est bien peu pour un ouvrage de 190 pages, mais, après tout, la quantité n'empêche pas la qualité. Examinons d'un peu plus près le contenu de ce chapitre.

Nous y découvrons que l'Union de la gauche « reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des D.O.M.-T.O.M. Les nouveaux statuts seront discutés avec les représentants des populations concernées... » Mais qui est ce « on » mystérieux qui discutera « avec » qui, si ce n'est les nouveaux porte-parole des intérêts de la bourgeoisie monopoliste française ? et qui sont « les représentants des populations concernées », si ce n'est la poignée de notables ouvertement réactionnaires ou bien « de gauche », mais également achetés par le colonialisme et haïs par les peuples ? On voit tout de suite de quelle manière l'accord entre ces deux parties pourra « répondre aux aspirations des populations concernées » !

La phrase suivante est plus précise encore : « La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion seront érigées en collectivités nouvelles prévues par l'article 72 de la Constitution. »

Curieuse conception de l'autodétermination vraiment, qui conduit à maintenir les chaînes de l'oppression coloniale... en modifiant seulement le numéro de l'article de référence à la Constitution de l'Etat impérialiste ! Lénine n'avait pas de mots assez durs pour fustiger ce genre de Philistins.

Quant aux « élites » locales zélées, porte-parole du révisionnisme français, c'est avec empressement qu'ils accueillent ce Programme commun conforme à tous leurs vœux. Il y a dix ans, aux lendemains de l'indépendance du peuple algérien, la déclaration du troisième congrès du Parti « communiste » martiniquais osait affirmer :

« L'autonomie que nous réclamons... le colonialisme français ne pourra pas nous la refuser indéfiniment, il ne pourra pas mépriser longtemps la déclaration de l'O.N.U. qui impose à toutes les métropoles de libérer leurs colonies. »

Pour notre part, nous pensons que la question peut être réglée pacifiquement, par la voie de la raison, par la voie de la négociation. Le gouvernement français a su trouver dans la Constitution les moyens juridiques d'accorder l'indépendance aux an-

ciens départements d'Algérie. Les articles 72 et 73 de cette Constitution permettent de créer par une loi de nouvelles collectivités territoriales, par exemple, un Etat autonome associé. Nous sommes disposés à discuter sur cette base » ;

et plus haut la déclaration précisait :

« Certes, l'autonomie n'est pas l'indépendance et il est inévitable que, dans ce cadre, le pouvoir colonial conservera certaines prérogatives. Lesquelles ? il n'est ni opportun ni possible de les préciser maintenant » !

Cette déclaration crache ainsi ouvertement sur un million de martyrs algériens tombés pour que leur peuple puisse décider librement de son sort et livre le peuple martiniquais aux « prérogatives » du pouvoir colonial, c'est-à-dire au pillage séculaire et à la répression sanglante contre toute révolte.

Des deux côtés de la mer, les révisionnistes renforcent donc le camp de la bourgeoisie impérialiste française, ennemie féroce des peuples martiniquais, guadeloupéen, réunionnais, guyanais...

Faut-il s'en étonner ? pas quand on connaît les événements historiques récents qui les ont vu voter les pleins pouvoirs à leurs compères socialistes pour écraser dans le sang la lutte héroïque du peuple algérien.

Mais au prix de sacrifices immenses, le peuple algérien a triomphé. Il est désormais debout, indépendant. Nul doute qu'à son exemple, les peuples encore soumis au joug du colonialisme français verront prochainement la fin de la nuit coloniale en imposant, par la violence révolutionnaire, l'indépendance nationale. Leurs luttes actuelles en sont la promesse.

Indépendance



pour les colonies françaises

Celle-ci comprend : une fiche de présentation de chaque « DOM » et chaque « TOM » et une série de textes réfutant les thèses révisionnistes et réformistes sur une prétendue « autonomie » qui ne serait que la continuation plus ou moins camouflée de la domination coloniale. Pour les colonies françaises, une seule solution : l'indépendance nationale.

brochure éditée par le C.I.L.A.

(107 rue de la Réunion Paris 20^e)

l'exemplaire 4 F

Nice : meeting anti-impérialiste

Le 21 février, à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte Anti-impérialiste et de soutien aux nations et peuples opprimés, un meeting a été organisé à la faculté des lettres de Nice.

Nos camarades tunisiens de « Perspectives » ont joué un rôle particulièrement important dans l'organisation de ce meeting aux côtés des représentants des organisations de travailleurs et d'étudiants françaises et étrangères de Nice :

— Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France ;

— Perspectives tunisiennes (El Amel Tounsi) ;

— Gauche Révolutionnaire (marxiste-léniniste) ;

— Humanité Rouge ;

— Union Nationale des Etudiants Irakiens ;

— Union Nationale des Etudiants Marocains ;

— Union Générale des Etudiants Tunisiens ;

ainsi que des représentants d'organisations autonomistes :

— Partitu di u Populu Corsu et Unione di u Patria (Corse) ;

— Lutte Occitane.

Plus de deux cents personnes ont participé à cette réunion divisée en deux parties :

— de 18 h 30 à 20 heures : exposition, vente et musique ;

— de 20 heures à 24 heures : interventions, théâtre et chants ;

La tribune était présidée par un de nos camarades, travailleur en retraite. Une déclaration commune Gauche Révolutionnaire - Humanité Rouge a été effectuée par un camarade de la G.R.

Le meeting s'est déroulé dans une ambiance chaleureuse, ponctué de nombreux et fréquents applaudissements et de slogans anti-impérialistes scandés, troublé seulement par une attaque en règle des nazillons de Nice qui ont été vite repoussés par le service d'ordre organisé par les militants tunisiens.

Camouflage et réalité de la sélection

Nous le savons, IL N'Y A PAS UNE ECOLE « EGALE POUR TOUS », mais bien plutôt, derrière les apparences « démocratiques » de l'école publique, DEUX ECOLES :

— L'une, qui scolarise 20 à 25 % des élèves, de l'école primaire aux sections dites « normales » des C.E.S. et des lycées jusqu'à l'université. C'est la « voix royale » qu'emprunte la minorité privilégiée. 6 à 7 % des étudiants sont issus de la classe ouvrière.

— L'autre, qui conduit 75 à 80 % des enfants de l'école primaire aux classes dépotaires — classes de transition (section III), classes pratiques, classes dites pré-professionnelles, aux C.E.T., antichambre de l'usine, jusqu'à la « vie active » des ateliers et des chantiers. S'y trouve la grande majorité des enfants de la classe ouvrière et des couches populaires.

La réforme Fontanet annoncée par les fanfares libérales et modernistes, changera-t-elle quelque chose à cette réalité ? Transformera-t-elle l'école de classe ? Bien au contraire. Elle vise à renforcer les mécanismes de la ségrégation sociale, tout en essayant de mieux les masquer. Elle tente de diminuer les contradictions aiguës qui secouent l'école capitaliste.

De la classe de 6^e à la 3^e : Mirages du tronc commun

Ces contradictions sont par trop voyantes ; et le ministre Fontanet les décrit, à sa manière : « Filières rigides et hiérarchisées », « Redoublements très nombreux, inefficaces et coûteux », élèves « aigris » qui troublent l'ordre scolaire... D'où la solution préconisée par la réforme : UN TRONC COMMUN, plus de tri entre les élèves à l'entrée en 6^e : ils seront tous mélangés ; plus de sections I, II ou III déterminées par les « capacités » des élèves ; dans chaque classe on regroupera les élèves par « groupe de niveau » par discipline fondamentale : groupe fort, groupe moyen, groupe faible en mathématiques ; même chose en français ; « Une action particulière de soutien sera donnée aux élèves en difficultés » et dernière mesure, « le redoublement n'existera plus ». Ainsi chaque élève passera dans la classe supérieure, étant affecté au groupe correspondant à son niveau. Deux « paliers d'orientation », à la fin de la 5^e vers les C.E.T., classes pré-professionnelles et classes préparatoires à l'apprentissage et à la fin de la 3^e vers la seconde de lycée ou la préparation aux B.E.P. techniques.

Le tour est joué, croit Fontanet : « l'égalité des chances » est respectée, les coûteux redoublements supprimés, les élèves de niveaux plus faibles seront « rattrapés » vers les groupes de niveau supérieur. Bravo!

Tout cela, c'est de la poudre aux yeux ! Car tout enseignant sait à l'avance qui occupera les places des « groupes forts » dans toutes les disciplines ou presque : ceux qui aujourd'hui remplissent les classes des sections I ! Il n'y aura plus des classes « bonnes », « normales » ou « dépotaires », mais des groupes « forts », « normaux » ou « dépo-

toirs » au sein d'une même classe ! La belle affaire ! Car ceux qui — en 5^e ou en 3^e — rejoindront la filière courte des C.E.T., de l'apprentissage ou des B.E.P. seront les mêmes qu'aujourd'hui. Fontanet parle de « paliers d'orientation » : parlons plutôt de paliers d'éjection : on épurera les « groupes faibles » à chaque niveau, voilà tout !

L'avantage d'un tel système ? LE CAMOUFLAGE ! On mélange tous les enfants au départ. Quant à l'arrivée... elle est « normale » : leurs chances n'étaient-elles pas égales, n'est-ce pas leurs aptitudes ou leurs dons qui ont tranché ? N'a-t-on pas tout fait pour les récupérer ? Et puis encore, plus de « redoublants aigris », plus d'îlots dangereux de classes dépotaires. A l'intérieur de la classe on fera comprendre aux enfants de prolétaires qu'on aura parqués dans les groupes moyens ou faibles, qu'ils sont des « cancre »... tout juste bons à la chaîne ! Leur éviction n'en sera que plus « normale » encore...

Evincer les élèves « en douceur » c'est une méthode raffinée, à coup sûr... Ça ne sera pas si simple dans la réalité...

Bac et super bac

La réforme du bac — dont on a beaucoup parlé — concerne la minorité des jeunes qui auront accédé au lycée. La volonté de sélection y est clairement exprimée. Pas de camouflage ; la moyenne aux épreuves donnera le « bac » ; mais seuls les bacheliers ayant obtenu des notes supérieures à 12 ou 13 dans certaines disciplines pourront rentrer à l'université.

Pour les « reçus-collés » au bac, une « formation professionnelle rapide » organisée par les « milieux professionnels » est prévue... et puis, plus d'autres recours : c'est « la vie active » également pour eux... Ceux-ci auront-ils été mal lotis ? Que non, dit le ministre : une classe de seconde commune à tous les élèves aura permis à chacun de choisir son « bac », ses « options » et d'assurer « ses chances » pour rentrer à l'université. Le verdict des « dons et aptitudes » aura parlé une fois de plus. Il n'y a rien à ajouter !

Un « oubli » significatif : l'école primaire

Et pourtant si ! Il y a beaucoup à dire ! L'essentiel a été tu, volontairement. L'essentiel, c'est que les enfants qui arrivent à l'école primaire n'ont pas et n'ont pas eu des chances égales ! Et le tri dans les « groupes de niveau » n'est pas innocent, loin de là !

Qui sont-ils, ces enfants qui « ne suivent pas », qui sont en « retard », qui sont de « niveau faible »... suivant le langage habituel ? Ce sont les enfants du peuple. Il suffit d'examiner le tableau (1) ci-contre pour qu'apparaisse cette REALITE SOIGNEUSEMENT CACHEE par le ministre Fontanet ; en CM2, dernière année de l'école primaire, un fils de cadre supérieur a onze ans environ ; un fils d'ouvrier plus de douze ans ! La grande majorité des enfants privilégiés sont à l'âge ou en avance ; un fort pourcentage d'enfants de la

Enseignement

La « réforme de l'enseignement du second degré » présentée par Fontanet, présente différents aspects qui convergent tous vers le renforcement du caractère de classe de l'école capitaliste. Nous avons choisi d'en souligner un, qui vise à l'organisation et au camouflage de la sélection sociale — voir article ci-dessous — D'autres articles méritent notre attention.

La réforme a été décidée au lendemain du grand mouvement lycéen du printemps dernier. Cela se voit ! Il faut tenter de juguler l'ardeur lycéenne en lui imposant un carcan strict : la réforme du bac va dans ce sens ; on octroie plus de « liberté » en apparence : à la sortie de la seconde, les lycéens choisiront leurs options... mais ils devront, pour rentrer à l'université, obtenir des résultats supérieurs à la moyenne dans ces matières choisies au départ... C'est logique, non ? Cette logique de « l'auto-sélection » aboutit inévitablement à la course à la note, au bachotage... et à la « paix lycéenne ». Fontanet veut l'espérer... mais ce n'est pas si simple !

La réforme répond à un souci de « rentabiliser » l'école, exprimé par le rapporteur du VI^e Plan, en des termes forts clairs :

« La révolution pédagogique se traduit en moindres redoublements et moindre taux d'échecs, ce qui réduit le coût budgétaire d'un niveau d'enseignement donné... et surtout accroît l'efficacité nationale, à la fois par un accès plus rapide à la vie active et par une productivité individuelle plus grande, sans même prendre en compte le gain inqualifiable en bonheur et en cohésion sociale. »

Augmenter le service des enseignants, lier plus étroitement l'enseignement professionnel au patronat, rendre les universités concurrentielles vont dans ce même sens de « rentabilité ».

Quant « au bonheur et à la cohésion sociale » recherchés... c'est produire au moyen de l'école, d'un côté des ouvriers bien dociles, heureux de l'être, et de l'autre des « chiens de garde » du capital, imbus de leur « supériorité ».

Des désirs de Fontanet et de sa classe... aux réalités... il y a le combat résolu contre l'école capitaliste. La réforme d'aujourd'hui ne saurait en aucun cas l'étouffer !

classe ouvrière a accumulé du « retard »... Et ce « retard » par rapport à « l'âge normal » va de pair avec la « réussite scolaire », comme l'indique le tableau II, ET CECI DES LA PREMIERE ANNEE D'ECOLE, celle où l'on apprend à lire, à la fin de laquelle, selon des enquêtes :

— 85 % des enfants des cadres supérieurs ont de « bons résultats » ;

— 63 % des enfants des classes populaires ont des « résultats insuffisants ou nuls ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dès l'école primaire, les jeux sont presque faits. La machine de sélection sociale fonctionne fort bien ; l'école unique où les enfants de toutes les classes se côtoient avec égalité de chances est un mythe

soigneusement entretenu par la bourgeoisie.

L'école primaire divise les enfants selon leur appartenance de classe ; les mécanismes de sélection sont alors subtils ; l'école de la bourgeoisie est étrangère aux enfants du peuple ; elle ne parle pas leur langue, ne se préoccupe pas de leur vie ; elle tente de les mettre en position « d'inférieurs » par rapport à la culture de la bourgeoisie. De cela, il faudrait parler plus longuement.

La « réforme Fontanet » — qui s'occupe de l'école secondaire — quant à elle, organise et renforce la sélection opérée dès le début, en essayant de la camoufler. La vie et nos explications répétées contribueront à démasquer ses objectifs !

C. GRANOT.

Profession du père	Age moyen au 31-12-1962	% d'élèves à l'heure ou en avance	% d'élèves en retard	dont retard de : 1 an	dont retard de : 2 ans	dont retard de : 3 ans et +
Ouvriers agricoles	12,57	27	73	44	22	7
Agriculteurs	12,24	41	59	44	13	2
Ouvriers	12,33	36	64	45	17	2
Commerçants						
Artisans	12,03	51	49	38	10	1
Employés	12,09	48	52	39	11	2
Cadres moyens	11,09	71	29	23	5	1
Industriels - Prof. Libérales	11,64	69	31	25	5	1
Cadres supérieurs	11,52	76	24	19	4	1
Ensemble	12,15	45	55	40	13	2

Retards scolaires en C.M.2 selon la catégorie socio-professionnelle.

Réussite scolaire et retard scolaire selon la catégorie socio-professionnelle

	% d'élèves à l'heure ou en avance ayant des résultats moyens, bons ou excellents	% des autres élèves	TOTAL
Ouvriers agricoles	22,6	77,4	100
Ouvriers	40,3	59,7	100
Agriculteurs	40,4	59,6	100
Cadres supérieurs	71,2	28,8	100

Réponse aux calomnies de Front rouge

(lettre du C.D.H.R. de Lyon
aux militants de Front rouge)

Nous sommes directement mis en cause dans « Octobre 3-4 », p. 86 : « A Lyon, une des rares militantes de l'« Humanité rouge », déléguée C.G.T. dans l'usine, participe activement à la campagne organisée par l'Union locale pour exclure 2 camarades de « Front rouge » (remarquons que ces camarades l'avaient défendue auparavant lorsqu'elle était menacée) ».

Nous tenons à dire qu'il s'agit là d'une contre-vérité flagrante pour qui connaît la situation de cette usine.

Le camarade de « F. R. » concerné a dû reconnaître, mis au pied du mur, que ce texte était « exagéré », tout en affirmant que notre camarade « n'avait pas fait tout ce qu'elle avait pu pour empêcher son exclusion », point de vue qui est à notre avis erroné, mais qui présente déjà un tout autre son de cloche que le « ... Participe activement à la campagne... » ; les contacts communs dans l'usine, mis au courant du texte, ont pu pleinement juger du procédé.

La vérité, c'est que notre camarade avait déjà protesté contre un premier vidage à coups de pieds d'un militant de « F. R. » d'une réunion de syndiqués qui se tenait à l'Union locale, puis lorsque l'U.L. avait imposé un référendum dans la boîte pour l'exclusion de la C.G.T. des 2 militants de F.R., notre camarade avait diffusé en tant que déléguée le papier ordurier de l'U.L. qui la mettait

aussi en cause d'ailleurs, en expliquant aux ouvriers de quoi il retournait et en les invitant à voter contre, ce qui a été largement fait dans son atelier et partout où elle a pu aller.

Il n'en reste pas moins que l'U.L. a pu s'appuyer sur le vote en faveur de l'exclusion d'une partie des ouvriers, pour prétendre être approuvée par une majorité (de toute façon très faible, et peut-être même « fabriquée ») et pour refuser de renouveler sa carte au camarade de F.R. L'U.L. a profité du fait que F.R. dans un tract intitulé « Dénonçons les mensonges et expulsions les menteurs » avaient attaqué, non seulement les dirigeants révisionnistes ce qui était parfaitement juste, mais aussi des « individus » membres de la section syndicale, dont il était dit au passage « nous n'en avons pas besoin ! » alors qu'en réalité ils étaient soit à neutraliser pour certains, soit à ne pas attaquer du tout. L'U.L. a profité du fait que ces gens étaient maladroitement fourrés par F.R. dans le même sac qu'eux pour s'appuyer sur eux en vue d'imposer à la section syndicale son opération de nettoyage qui visait aussi notre camarade.

Les camarades de F.R. n'ignoraient pas que notre camarade a été imposée par la base et par sa section syndicale comme déléguée, malgré l'opposition de l'U.L. et sa campagne de calomnies, puis qu'elle a été catégoriquement refusée comme

déléguée syndicale par l'appareil révisionniste de la C.G.T. alors qu'elle était proposée à ce poste par sa section syndicale. Si notre camarade a pu tenir tête à l'hostilité incessante des révisionnistes et démasquer leurs pratiques sur certains points, c'est parce qu'elle a bien soin de distinguer entre les divers « ennemis », qu'elle a toujours tout fait pour cimenter une unité syndicale solide face au patron et face à la démobilisation et à la collaboration de classe impulsées principalement par l'U.L. et l'appareil révisionniste et parce qu'elle a toujours pris soin au ralliement ou à la neutralisation des éléments ouvriers hostiles, de façon à créer et consolider sans cesse dans l'usine une véritable unité « à la base et pour l'action ».

Les camarades de F.R. ont pour leur part choisi une autre voie, orientant tous leurs efforts vers des tentatives de recrutement d'une petite minorité : l'unité d'action réalisée par notre camarade avec eux pendant les périodes de grèves n'a pu de ce fait être maintenue ; de son côté, notre camarade n'a jamais nié que son travail directement politique de militante marxiste-léniniste était resté très faible et il apparaît clairement que pour préserver et consolider les acquis importants obtenus sur le front syndical il est nécessaire de construire aussi un solide noyau M.-L. Que chacun tire les leçons voulues !

Un lecteur nous écrit à propos de

« Il faut oser lutter contre le révisionnisme »

« Chers camarades,

Je tiens à vous faire part de mon vif intérêt et de mon approbation à l'article de la récente « H. R. » relatif à la démarcation nette de l'idéologie prolétarienne et de la nécessité vitale de combattre rigoureusement toute ambiguïté, toute compromission avec la pratique révisionniste.

De par mon expérience personnelle, ayant connu la transition idéologique qui fait répu-

dier les « théories » et la pratique révisionniste pour rejoindre la juste ligne du marxisme-léninisme, j'ai vérifié cette vérité fondamentale : tant que l'on tempère son attitude politique à l'égard de la politique — ou de tel aspect de la politique — du P.C.F., c'est que l'on n'est pas véritablement situé sur de justes positions de classe, c'est qu'on a encore la tête embrouillée des thèses fumeuses du révisionnisme. En définitive, c'est qu'on n'a pas encore com-

pris et admis que, selon la juste définition de Lénine, le réformisme, le révisionnisme sont l'idéologie bourgeoise transplantée, greffée sur la classe ouvrière pour dévoyer son action.

Et il ne peut y avoir à cette vérité fondamentale aucune exception, pas plus « la sincérité » et « le courage » de certains militants du P. C. F. (à qui il faut ouvrir les yeux et non encourager à se voiler la face) que le « durcissement » ou le « raidissement » tactiques ou opportunistes de la vieille organisation révisionniste. D'ailleurs ces « nouvelles » formes de lutte sont la preuve, non du retour à une juste analyse, non d'un renforcement, mais au contraire d'un affaiblissement, d'un affolement que l'on masque pour un temps seulement. »

Correspondant « H. R. ».

Commandez à E-100

B.P. 120 - 75962 PARIS CEDEX 20

Le tome I de l'étude
de Jacques Jurquet

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'exemplaire : 18 F

ATTENTION CAMARADES !

Comme nous l'avons déjà souligné il y a quelques semaines, la souscription doit atteindre 3 000 F par semaine si nous voulons maintenir la parution hebdomadaire à 12 pages.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription de la semaine précédente (non publiée dans le n° 220)

C.D.H.R. Dallidet	14
Pour que vive et se renforce la presse communiste	
Soutien à H.R. J.U.	50
D.B. en timbres	62,90
C.D.H.R. Cdt-Bourgat	90
C.D.H.R. E. Varlin province	54
C.D.H.R. province	3,85
1 camarade portugais	10
C.D.H.R. Ho Chi Minh	5
C.D.H.R. Guy-Moquet	16
C.D.H.R. Dallidet	10,15
1 Guadeloupéen	3
C.D.H.R. A.-Marty	8
C.D.H.R. Balagne	57,80
C.D.H.R. E.-Varlin	50
Josie	10
C.D.H.R. Manouchian	0,80
1 camarade portugais	10
1 dessinateur	8
C.D.H.R. F.-Yveton	198
En supplément à abonnement B.M.	2
En supplément à abonnement A.	8
C.D.H.R. Lousin-E.	200
C.A.	50
1 soldat M.-L.	40
S.J. Soutien permanent	
1 sympathisant	210
Des camarades du Centre	18
C.D.H.R. J.-Staline C.	44
Des camarades de l'Est	185,50
Claude	500
Soutien à H.R.	10
Soutien à H.R. : 1 ouvrier	100
Souscription permanente P.	50
C.D.H.R. S.	125

Total de la semaine 2 204

Souscription de cette semaine

2 ^e versement except	200
Soutien pour l'intervention de H.R. contre le film anticommuniste de Yanne-Dassault	10
Unité à la base et dans l'action, Lycée-C.E.T.	10
Soutien permanent J.V. (mars)	10
F.D.C. Soutien à H.R.	24

aux abonnés

(envois ordinaires)

Beaucoup de nos abonnés nous ont écrit au sujet de la marque « envoi complémentaire « Humanité rouge » » sur les bandes d'envoi du journal. Certains ont pensé qu'il s'agissait de la fin de leur abonnement.

Il n'en est rien ! Il s'agit d'une inscription obligatoire si nous voulons bénéficier d'une réduction du tarif

1 ex-militant Front rouge écœuré de l'activisme stérile de ce groupe, et son attitude calomnieuse vis-à-vis d'H.R.	30
Soutien à H.R. Louise-Michel	150
C.D.H.R. Ouemal-Stafa	45
C.D.H.R. Gramsci	2,50
En supplément à commande d'affiches M.N.	22,50
En supplément à commande de journaux D.C.	20
1 militant	100
C.D.H.R. Stalingrad	118,10
1 camarade guadeloupéen	10
C.D.H.R. Manouchian (février)	350
Ni révisionnisme ni gauchisme	98
Josy	10
C.D.H.R. E.-Varlin	100
C.D.H.R. Dallidet	13
C.D.H.R. Casanova	40
1 jeune cheminot	72
Ni révisionnisme ni gauchisme	120
2 camarades allemands N.M.	176
Anonyme	5
C.D.H.R. Cl-Fabien	100
C.D.H.R. Flourens	150
L.R.	40
Soutien H.R.	104
2 étudiants gabonais	2,10
Des camarades de l'Ouest	29,50
1 ami italien	13
Vive la lutte de femmes contre le révisionnisme qui s'oppose à leur émancipation	10
Soutien à H.R. (janvier)	100
1 lecteur (févr.-mars)	100

Total de la semaine 2 384,70

Soutien à la Martinique

1^{er} et 2^e semaine 353,50

Secours Rouge prolétarien

Pour les ouvriers licenciés de leur usine	10
Pour la construction d'un hôpital au Sud-Liban	116,50
Total	126,50

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	95 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Soljenitsyne et le social-fascisme

De nombreux lecteurs nous ont écrit à propos de l'éditorial de l'« Humanité-Rouge » n° 217 : « Anticomunisme ou anti-révisionnisme », et de ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Soljenitsyne ». Ce courrier, extrêmement riche par les réflexions et suggestions qu'il contient, montre que nous devons poursuivre sans relâche notre dénonciation la plus argumentée possible du régime *social-fasciste* et *social-impérialiste* soviétique. Car tel est bien le fond de la question : quel type de régime, quel type de société dominant actuellement en Union soviétique ? Est-ce, comme le dit Marchais, un régime socialiste avec « 90 % de bonnes choses et 10 % de mauvaises » ? Est-ce un régime socialiste « avec une déformation bureaucratique » comme le prétendent les trotskistes ? Ou bien sommes-nous en présence d'un régime bourgeois, d'une dictature de la bourgeoisie, reflet de la restauration du capitalisme commencée par Khroutchchev et poursuivie par Brejnev et Cie ? Et, si l'on souscrit à cette dernière thèse, quelle forme revêt cette dictature bourgeoise d'un type nouveau, sans précédent dans l'histoire puisqu'elle résulte de la dégénérescence d'un Parti et d'un Etat prolétariens ?

En 1964, le président Mao Tsé-toung a dit : « En Union soviétique, à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature du type fasciste allemand, une dictature du type hitlérien ». Nous devons méditer ces paroles du grand dirigeant du Parti communiste chinois. L'« affaire Soljenitsyne » révèle d'une certaine manière le caractère social-fasciste

du régime actuellement en vigueur en Union soviétique, elle traduit même le renforcement de ce caractère : voilà pour nous l'essentiel, qui trace une nette ligne de démarcation entre nous et les révisionnistes modernes.

Sommes-nous pour autant des « défenseurs de Soljenitsyne » ? Certes non ! Soljenitsyne représente lui aussi la contre-révolution, il est fasciste, réactionnaire sur toute la ligne, c'est un élément antichinois, antipopulaire, qui appuie Tchong Kaï-chek, regrette que les U.S.A. aient été vaincus par le peuple vietnamien et justifie les crimes de l'armée Vlassov. Cette pourriture est le produit à la fois du vieux tsarisme et du révisionnisme moderne, car c'est Khroutchchev en personne qui a réhabilité ce nostalgique des temps féodaux.

Pourtant, lorsqu'on a dit cela de Soljenitsyne, on a dit peu de choses, en tout cas rien qui permette de comprendre pourquoi ce contre-révolutionnaire est inquiété et expulsé de son pays par les contre-révolutionnaires au pouvoir en Union soviétique.

Les idées de Soljenitsyne sont si clairement réactionnaires qu'il n'est nul besoin de s'attarder longuement à les dénoncer. Mais surtout, nous devons éviter le piège qui consisterait à placer sous le feu de la critique marxiste-léniniste un individu du genre de Soljenitsyne tout en laissant dans l'ombre ce qui doit être la cible principale de nos coups : le social-fascisme et le social-impérialisme soviétiques.

Pourquoi une dictature social-fasciste ?

La restauration du capitalisme en Union soviétique s'est déroulée sous une forme bien précise, qui n'est pas le fruit du hasard. Par exemple, la propriété sociale socialiste ne s'est pas transformée en propriété privée classique, mais en propriété capitaliste d'Etat, et le socialisme a dégénéré en *capitalisme monopoliste d'Etat*. De même, la dictature de la nouvelle bourgeoisie soviétique n'a pas pris la forme d'une démocratie bourgeoise classique mais, comme le dit le président Mao Tsé-toung, celle d'une « dictature du type fasciste allemand, une dictature du type hitlérien ». La société capitaliste qui domine à l'heure actuelle en Union soviétique est née et s'est dévelop-

pée comme *résultat* de la dégénérescence de la société socialiste, par suite de la contre-révolution pacifique déclenchée par les révisionnistes modernes. Dans ces conditions historiques générales, la forme de la dictature de la nouvelle bourgeoisie soviétique ne pouvait être qu'une forme social-fasciste.

Lénine a démontré que l'essence économique de l'impérialisme, c'est le monopole, qui a remplacé la libre concurrence, et il a indiqué comment, notamment à la faveur des guerres impérialistes, le capitalisme monopoliste se transforme en capitalisme monopoliste d'Etat. Traitant de la superstructure politique qui vient coiffer cette nouvelle base

économique, Lénine a montré que la tendance politique de l'impérialisme, « c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique », et il a écrit : « l'impérialisme est la « négation » de la démocratie en général, de toute la démocratie... » (tome 23, p. 44). Avec le capitalisme monopoliste d'Etat en particulier, « des dizaines de millions d'êtres rentrent dans le cadre d'une même organisation, celle du capitalisme d'Etat » (tome 24, p. 413). A ce stade, la machine d'Etat bourgeoise, extraordinairement renforcée, étend de manière démesurée son appareil bureaucratique et militaire.

Or la restauration du capitalisme en U.R.S.S. a donné naissance à un capitalisme d'Etat d'un type nouveau,

où l'on voit poussées à leur comble certaines tendances du capitalisme d'Etat classique : en particulier l'oppression et l'exploitation, « dans le cadre d'une même organisation », de dizaines de millions de gens par une petite poignée de bureaucrates de la nouvelle bourgeoisie. Cette condition historique générale de la restauration du capitalisme en URSS devait inéluctablement conduire à l'instauration d'un régime politique « niant » toute démocratie. Certes, le social-fascisme n'est pas apparu d'un coup, pas plus que le social-impérialisme, mais le capitalisme monopoliste d'Etat, né comme résultat de la dégénérescence révisionniste de l'ordre socialiste, devait nécessairement, tôt ou tard, conduire à l'un et à l'autre.

Le social-fascisme signe de faiblesse

Certains facteurs ont précipité cette transformation de la dictature de la nouvelle bourgeoisie en dictature social-fasciste. Par exemple, il ne faut pas oublier que c'est la dégénérescence progressive du Parti bolchévique qui est à l'origine de tout le processus de restauration. Après la trahison des révisionnistes khroutchéviens, quand la classe ouvrière soviétique eut perdu son Parti prolétarien, elle perdit du coup son Etat et toutes ses organisations de classe. Que reste-t-il alors de démocratie, même formelle, même tronquée ?

D'autres facteurs ont joué. Dans un discours prononcé en 1969, Fiqret Shehu, membre du Comité central du Parti du Travail d'Albanie, en indique quatre (1) : 1° La lutte du P.T.A., du P.C.C. et de tous les marxistes-léninistes, qui a arraché le masque aux révisionnistes soviétiques ; 2° L'aggravation des contradictions entre le peuple soviétique et la clique dirigeante, par suite de la crise générale dans laquelle la restauration du capitalisme a bientôt plongé le pays ; 3° La « libéralisation » entamée par le vingtième congrès a peu à peu échappé au contrôle de ses promoteurs et a provoqué des tendances centrifuges (exemple de la Tchécoslovaquie) ; 4° Les directions révisionnistes des autres partis et pays se dressent de plus en plus contre la

politique hégémonique et chauvine de grande puissance de la clique de Moscou.

Ainsi, le social-fascisme est apparu à la suite des énormes difficultés rencontrées par les révisionnistes de Moscou à un certain stade de la restauration du capitalisme : il est un signe de faiblesse de cette clique révisionniste et montre qu'elle ne possède qu'une étroite marge de manœuvre pour perpétuer sa domination.

Dans ce contexte, on peut saisir le sens de la lutte entre la clique révisionniste au pouvoir et les éléments ouvertement réactionnaires : c'est-à-dire ceux qui n'utilisent pas la phrase marxiste pour distiller l'idéologie bourgeoise. Soljenitsyne est de ceux-là.

Courant bourgeois, le révisionnisme a entraîné la résurgence de toutes sortes de scories réactionnaires. Or les révisionnistes modernes en arrivent à ne plus pouvoir contrôler le processus de décomposition générale qu'ils ont provoqué. Ils lancent des appels désespérés pour « renforcer la discipline de fer » ainsi que la « lutte idéologique » contre « l'idéologie bourgeoise », ils évoquent les mérites de Staline, justement dans ce domaine où rien ne doit leur échapper : le domaine militaire. Tout ceci traduit en fait un renforcement fébrile du social-fascisme.

Les révisionnistes sur la corde raide

Les premiers visés par ces mesures sont bien sûr les authentiques révolutionnaires, les ouvriers, les paysans et les intellectuels révolutionnaires. Mais la clique au pouvoir prend aussi des mesures contre les contre-révolutionnaires déclarés. Car une activité trop « libre », trop étendue de ces éléments ouvertement bourgeois révélerait brutalement au peuple soviétique la trahison et la démagogie révisionnistes : le peuple soviétique se dresserait rapidement dans la lutte contre ces éléments. Cela, les révisionnistes ne le veulent pas, car ils craignent d'être balayés dans la foulée. Cherchant à canaliser dans leurs propres intérêts les traditions révolutionnaires des bolchéviks, ils prennent les devants. C'est pourquoi il y a aussi des contre-révolutionnaires dans les prisons des nouveaux tsars. Les révisionnistes de Moscou sont sur la corde raide. Comme le dit Enver Hoxha, « ils sont devenus les esclaves de leur système et de leur propre trahison ».

On comprend qu'il était nécessaire pour les dirigeants révisionnistes du P.C.F. de faire tant de bruit contre Soljenitsyne, en dépit du malaise qu'ils pouvaient créer chez leurs

alliés socialistes et dans l'« opinion démocratique ». Il fallait à tout prix que les travailleurs et les membres du P.C.F. tournent leurs regards vers l'écrivain réactionnaire, et ne s'interrogent pas sur la nature du régime soviétique. Car pour un contre-révolutionnaire du genre de Soljenitsyne, combien de milliers de révolutionnaires soviétiques sont emprisonnés dans les camps ou mutilés dans les hôpitaux psychiatriques ? Et qui parlent d'eux ? C'est pourquoi nous ne sommes pas tombés dans le piège qui consistait à épiloguer sur les œuvres de Soljenitsyne, à se déclarer pour ou contre l'écrivain russe. Nous ne nous laisserons pas détourner de notre tâche fondamentale qui est de critiquer, de démasquer aux yeux des travailleurs l'odieux régime social-fasciste et social-impérialiste soviétique. Non, l'arbre Soljenitsyne ne doit pas servir à cacher cette forêt-là.

Marc LAURENT.

(1) Voir « De quelques questions de l'édification du socialisme et de la lutte contre le révisionnisme moderne » - Ed. de Tirana.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

D'autres "8 Mars" sanctionneront nos luttes et nos succès !

solidarité avec les femmes en lutte

Chacune en avait pleinement conscience. La modeste réunion qui s'est tenue à Paris à l'initiative de *L'Humanité Rouge*, pour célébrer le 8 mars, journée internationale des femmes, a constitué, en fait, un événement important.

Important par la prise de conscience qu'il était urgent de poser le problème de la lutte des femmes pour l'émancipation sur des bases justes, d'impulser l'action en ce sens, pour entraîner l'immense force révolutionnaire qu'elles représentent dans le combat de classe, pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Important par la détermination des participants à être présentes et actives dans cette lutte, par leur avidité à échanger expériences, problèmes, perspectives, à apprendre les unes auprès des autres.



Important enfin par la chaleureuse solidarité qui rassemblait là, aux côtés de représentantes des femmes de notre peuple, des camarades cambodgiennes, turques, palestiniennes, martiniquaises, guadeloupéennes, porte-parole des luttes des femmes héroïques du monde entier.

La réunion a débuté par un rappel de la position prolétarienne des

communistes marxistes-léninistes de France sur la question de l'émancipation des femmes, position que résumaient deux grandes banderoles qui décoraient la salle : « *Sans révolution socialiste, pas d'émancipation définitive des femmes. Sans participation des femmes, pas de révolution socialiste.* »

« *Nous adoptons souvent spontanément deux attitudes sur la question des femmes :*

— *Celle de l'ignorance : faisons la révolution, on verra après à libérer les femmes ! C'est méconnaître tout à fait la force révolutionnaire des femmes. Sans leur participation, pas de révolution prolétarienne possible !*

— *Ou bien nous mettons tous les problèmes au féminin. La question devient une affaire de sentiment, les problèmes féminins spécifiques, originaux... Les hommes — nos camarades — n'ont pas à s'en mêler ! Pour se libérer, il faut mener une lutte vigoureuse contre eux... Ce n'est pas cela non plus, bien sûr ! La question des femmes est une question POLITIQUE. Leur situation, liée à la nature même du système capitaliste, fait du mouvement des femmes une affaire de politique prolétarienne. C'est notre affaire, c'est de notre ressort, de notre responsabilité à nous. HOMMES ET FEMMES marxistes-léninistes.*

La tâche fondamentale du mouvement des femmes, c'est de mener la lutte de classes, c'est faire la révolution prolétarienne. C'est là notre objectif stratégique, que nous ne devons jamais oublier quand nous militons parmi les femmes. »

Et la camarade poursuivait en rappelant la nécessité de lutter à la fois contre les idées féministes qui mènent à l'impasse le combat des

femmes, mais aussi et surtout contre les idées révisionnistes qui tentent de démobiliser sur le plan politique et idéologique.

Deux camarades cambodgiennes membres du comité parisien du F.U.N.K., évoquaient ensuite la place déterminante que tient la femme cambodgienne dans la lutte de libération nationale contre les agresseurs américains et leur clique fantôme. On la trouve au premier rang de toutes les luttes : dans la bataille de la production pour nourrir le front, elle administre aussi les villages de la zone libérée, accomplit de périlleuses missions d'agents de liaison, participe aux milices populaires comme aux Forces Armées populaires de libération dont un bataillon entier est composé uniquement de femmes.

Deux camarades palestiniennes, membres de la G.U.P.S., nous décrivaient ensuite le long chemin de la femme palestinienne vers son émancipation, à travers la lutte de libération de la patrie occupée. D'abord confinée dans des tâches d'assistance, secondant les combattants, elle a progressivement conquis sa place entière dans le combat de son peuple, faisant voler en éclat préjugés et traditions rétrogrades, forçant l'admiration et le respect de tous.



Enfin, une camarade exposait les luttes de celles qu'on oublie trop souvent, les femmes agricultrices, qui malgré les conditions très difficiles d'isolement, développent leur prise de conscience, leur participation aux luttes paysannes, leur volonté de voir poser leurs propres revendications.

Ensuite la discussion s'est prolongée tard par petits groupes enthousiastes et animés. Là, des camarades antillaises parlaient à un auditoire attentif de l'oppression spécifique des femmes à la Martinique, évoquaient la figure de la présidente du comité de grève des ouvriers de la banane. Ici, on échangeait les problèmes et les expériences dans la lutte contre la loi répressive de 1920, pour la contraception et l'avortement libres et gratuits. Plus loin, c'est l'expérience de camarades ouvrières dans des usines à majorité de femmes qui s'exprimaient.

C'est dans l'enthousiasme et à regret que nous nous sommes séparées, réaffirmant notre volonté d'être davantage et mieux présentes dans ce combat décisif. Mais il y aura d'autres 8 mars pour sanctionner notre travail sur ce front.

Annie Brunnel.

A L'action contre le film YANNE-DASSAULT!

Certains doivent commencer à comprendre que les paroles des marxistes-léninistes ne sont pas du vent. Et que lorsque nous exigeons l'interdiction du film de Yanne-Dassault, ce n'est pas vaine parole, mais détermination à agir pour imposer cette interdiction.

Déjà des dizaines de milliers de tracts ont été distribués dénonçant ce film. Mais cela ne peut suffire.

Il faut frapper ce film. La riposte doit être proportionnelle à l'ignominie qu'il représente, à l'enjeu de la bataille.

Les marxistes-léninistes joignent les paroles aux actes. Ils l'ont démontré au cours de la semaine dernière.

Et ils n'ont pas fini de le prouver. Les actions menées par les marxistes-léninistes aux cinémas « Le Rex » et « Le Paris » ne sont qu'un début.

Que partout l'action se développe, sous toutes les formes pour faire échec à ce film !

Le gouvernement français, par son attitude, porte l'entière responsabilité de cette situation.

● AU CINEMA - LE REX -

Le mardi 5 mars un groupe de militants marxistes-léninistes est intervenu au cinéma « Le Rex » où était projeté le film de Yanne-Dassault.

Le grand écran a été aspergé d'encre, ce qui a eu pour effet de le rendre inutilisable. Il a donc dû être changé.

Ensuite, des vitrines du cinéma ont été brisées. En quelques minutes tout était terminé. Malgré l'arrivée de plusieurs cars de police, les rondes dans le quartier, les vérifications d'identité opérées, les camarades ayant effectué cette action n'ont pas été retrouvés par les flics.

● AU CINEMA - LE PARIS -

Le samedi 9, au cinéma « Le Paris » appartenant à Marcel Dassault : A 21 h 30, une longue file d'attente se presse à l'entrée du cinéma où est projeté le film de Yanne-Dassault.

Quelques flics se tiennent dans le hall du cinéma, un car stationne à proximité. La surveillance des cinémas où passe le film de Yanne a été renforcée après l'action du Rex. Les portes du cinéma sont ouvertes par des camarades présents à l'intérieur. Aussitôt, environ 150 militants marxistes-léninistes s'engouffrent dans le cinéma. Les flics essaient de s'y opposer mais ils sont vite dépassés par les événements.

La salle où est projeté le film est occupée, pendant que des camarades bloquent les escaliers.

A l'intérieur de la salle, une déclaration est lue par un camarade et des mots d'ordre sont lancés, tels que : « *Vive la République populaire de Chine !* ». La projection du film est interrompue.

Pendant ce temps, les renforts de flics arrivent et pénètrent dans le hall. Des camarades sont violemment bousculés par les flics qui se font huer.

C'est en bon ordre et en manifestant que le cinéma est évacué.

Les flics se jettent sur la fin du cortège et matraquent plusieurs camarades. Cinq d'entre eux sont arrêtés. Dans la rue, les flics se déchainent et chargent, matraque à la main. Ainsi, non seulement le gouvernement autorise la projection d'un film qui est une insulte à l'égard du peuple chinois, qui vise à nuire à l'amitié entre les peuples de France et de Chine, mais de plus il envoie les flics contre ceux qui protestent et les fait matraquer.



Ceci ne peut que renforcer la détermination des marxistes-léninistes à poursuivre et développer la dénonciation de ce film, en recourant à toutes les formes d'action possibles.

Les marxistes-léninistes ont d'ores et déjà démontré qu'ils ne laisseraient pas projeter ce film sans réagir, qu'ils

ne toléreraient pas que l'on cherche à nuire à l'amitié entre les peuples de France et de Chine, à faire naître la haine à l'égard du peuple chinois. Il doit être clair que nous sommes décidés à agir, et à développer l'action, jusqu'à ce que ce film soit interdit.

Nous n'en sommes encore qu'au début.